

Y

défense de Occident

17 193

Maurice BARDECHE :

Maffias et démocraties

●

Willy-Paul ROMAIN :

L'Eglise malade

●

J.-E. CHeldon :

Une ségrégation sociale : retraités et vieux
travailleurs

●

Julius EVOLA :

'homme parmi les ruines

●

P

UNIVERSITY
OF MICHIGAN

DEC 14 1971

PERIODICAL
READING ROOM

CHAQUE MOIS, VOUS DEVEZ LIRE

L'ELITE

européenne

LA TRIBUNE DES NATIONALISTES

Spécimen gratuit sur demande

62, rue de Ponthieu, Paris (8^e)

CHAQUE SEMAINE, LISEZ

RIVAROL

l'hebdomadaire de l'opposition nationale et européenne

en vente partout : 2,50 F

SPECIMEN SUR DEMANDE

354, rue Saint-Honoré, Paris (1^{er})

Défense de l'Occident

Nouvelle série — 19^e année

Août-Septembre 1971 — N° 98

S O M M A I R E

- Maurice BARDECHE : *Maffias et démocraties*..... 3
- Willy-Paul ROMAIN : *L'Eglise malade*..... 11
- Maurice KÆNIG : *Parlez-nous de lui, Grand-Père*..... 24
- J.-E. CHELDON : *Une Ségrégation sociale : retraités et vieux travailleurs* 29
- GIANFRANCO DE TURRIS : *Présentation de Julius Evola*. 42
- Julius EVOLA : *Un extrait de « L'Homme parmi les ruines »* 49
- LES LIVRES :
- Hommage à Jean Giono*, par Michel Rimet..... 63
- DOCUMENTS :
- L'Eglise catholique hollandaise en 1971*, par le Dr H. J. Van Dijk, S.C.J. 74
-

13, rue des Montibœufs - PARIS (20^e) - CCP 65.35.65 Paris

BULLETIN D'ABONNEMENT

Veillez m'inscrire pour un abonnement de
à votre revue *DEFENSE DE L'OCCIDENT* à partir du
N°

NOM :

PRENOM :

ADRESSE :

.....

Signature :

Prix numéro ordinaire : 4 F
Abonnements. 1 an : 40 F
Etranger : 1 an : 42 F
Propagande 100 F

*Paiement par mandat, chèque bancaire, ou virement postal
adressé à « Défense de l'Occident », 13, rue des Montibœufs*

Paris-20^e — C.C.P. 65-35-65 Paris.

sc
tre
na
qu
id
me
me
pa
la
ne
sic
pa
à
ne
tic
la
ab
so
ha

éle
ex
qu
eff

Maurice BARDECHE

Maffias et démocraties

Un illustre rêveur écrivit un jour que les républiques sont fondées sur la vertu. Il est peu de mots qui montrent plus clairement la distance entre ce qu'on imaginait et ce qui fatalement sera. Les républiques, en effet, quand quelque utopiste se représente leur mécanisme idéal devraient toutes être fondées sur le désintéressement et l'austérité. Ces vertus toutefois, l'histoire nous montre qu'elles conduisent à la guillotine ou que la passion populaire les oublie et les défigure en jetant de la boue aux visages des héros. En fait, les démocraties ne peuvent vivre qu'en flattant et en utilisant les passions populaires. Il y a sur elles une fatalité. Elles sont par leur mécanisme même condamnées au mensonge, à la flagornerie, à la publicité, et, par là, elles contiennent inévitablement toutes les formes de la prévarication, car, pour le mensonge il faut des complices, pour la publicité de l'argent. Le mécanisme démocratique aboutit à la prévarication et ne peut éviter les maladies sociales monstrueuses qui naissent de la contamination habituelle de la prévarication et de l'autorité.

Dans tous les grands pays démocratiques le système électif, quelles que soient les précautions qu'on prenne, exige énormément d'argent. Les vainqueurs sont presque toujours ceux qui sont appuyés par un appareil efficace et complet comprenant une presse, des perma-

nences, des fonds électoraux abondants, des hommes de main, un affichage présent partout. Les gangs qui procurent aux candidats ces moyens qui leur sont indispensables deviennent leurs maîtres ou leurs complices, quand leurs candidats ont accédé à la position qu'ils briguent. Que ces maîtres ou complices soient des affairistes et des groupes financiers comme en France ou que la démoralisation complète du pays, le fonctionnement des partis politiques et l'imbrication des intérêts locaux obligent les politiciens à entrer en pourparlers non seulement avec des gangsters financiers, mais avec des maffias qui exploitent les **latifundia** invisibles, les immenses domaines du jeu, de la drogue, de la prostitution, de toutes manières, il y a inévitablement un échange de services et par suite une paralysie plus ou moins complète du pouvoir qui ferme les yeux, autant qu'il peut le faire sans scandale, sur les agissements de ceux qui ont su payer.

Les empires que la mafia des jeux, celle de la drogue, celle des syndicats, celle des boîtes de nuit, des bars et de la prostitution ont fondés aux Etats-Unis ont pour équivalent en France les maffias d'affaires, du reste ramifiées elles aussi, touchant à tout et couvrant d'une sorte de réseau aussi fin et aussi complexe qu'une toile d'araignée les milieux les plus divers et qui en paraissent d'abord les plus éloignés, mais dont l'étrange impunité dont elles jouissent pendant des années ne s'expliquent que par les protections politique qui les couvrent.

Cette situation qui existait déjà avant la guerre s'est considérablement aggravée depuis la Libération. La France est depuis vingt-cinq ans un pays occupé et non seulement un pays occupé, mais un pays pillé. Les occupants et les pillards de notre pays, tout le monde les connaît : ce sont ceux qui se sont targués d'actes de soi-disant résistance ou de prétendues souffrances pendant les quatre ans de l'occupation. Dans un pays stupéfié et terrorisé, ils se sont emparés non seulement de la presse et des places, mais encore de tous les canaux qui pouvaient servir à un enrichissement fabuleux. La reconstruction, puis l'immobilier, puis la spéculation ont été les

terrains sur lesquels ils se sont portés successivement. Leur audace était d'autant plus grande et leur enrichissement d'autant plus rapide qu'aucune presse d'opposition n'était assez forte pour dénoncer des scandales qui ne datent pas d'aujourd'hui, comme on le croit, mais qui ont proliféré depuis plus de vingt ans. Ils ont trouvé pour leurs opérations véreuses toutes les complicités et tous les appuis qu'il leur fallait. Et on a toujours pieusement fermé les yeux sur les immenses fortunes qui ont été échafaudées par certains en quelque années. Le fisc qui demande compte avec tant de rigueur à des commerçants ou à des médecins des moindres signes de prospérité n'a jamais trouvé le temps de s'intéresser à ces milliardaires qui surgissent comme des villes champignons. La loi n'existe pas pour eux. Si quelque misérable barrière législative ou réglementaire les gêne, ils inventent pour les tourner des procédés si ingénieux qu'on ne peut jamais prouver que leur action est délictueuse.

De même que les plus illustres des gangsters américains n'ont jamais pu être inquiétés et mis en prison que pour inexactitude dans leurs déclarations d'impôts, de même en France les bandits de grands chemins qui dépouillent l'épargne et qui se moquent impunément depuis vingt ans des honnêtes gens n'ont pu être pris la main dans le sac que pour des infractions que la loi punit bénignement à la législation des sociétés. La III^e République a failli s'écrouler parce qu'un minable escroc juif, nommé Stavisky avait trafiqué sur les bons d'épargne du Crédit Municipal de Bayonne et que cette escroquerie de petite envergure avait été couverte par quelques ministres avec lesquels il avait l'habitude de dîner. Les entreprises de Stavisky font aujourd'hui figure d'enfantillage. « Des histoires de pissotières », dirait Topaze avec dédain. Mais qu'avons-nous à dire, nous autres braves gens, si le jovial Juif Frenkel conseillé par le savant Juif Schwarzstein, dit Rochenoir est assez ingénieux pour faire acheter quatre milliards par une société d'épargnants quelques immeubles qu'il avait achetés lui-même ou plutôt qu'une société qui lui servait de prête-nom avait acheté un peu avant pour la somme de deux mil-

liards ? Est-ce que ce n'est pas là un « petit bénéfice » tout à fait légitime ?

Vous n'avez qu'à faire comme lui, braves gens, à acheter des immeubles que vous revendrez comme lui à une société de gogos. Et comme le jovial Juif Frenkel a prélevé sur ses coquets bénéfices quelques chèques bien placés, quelle ingratitude abominable exigez-vous donc des hommes quand vous demandez que les bénéficiaires de ces largesses deviennent aujourd'hui des persécuteurs implacables ? Ce qui doit étonner, ce n'est pas que le jovial Juif Frenkel et le savant Juif Schwarzstein dit Rochenoir aient fait une fortune colossale qu'ils ont d'ailleurs été mettre à l'abri lorsque des amis bien intentionnés les ont avertis que leur cas devenait mauvais, mais c'est simplement qu'ils aient été poursuivis, sévérité extraordinaire dont ils ont raison de se plaindre puisque tant d'autres avant eux ne l'ont pas été.

N'ayons pas de doute sur l'issue de ce scandale et sur l'avenir qui attend ces intéressantes victimes. Que pourrait-il arriver de vraiment fâcheux à des gens qui ont tant d'amis, qui appartiennent d'autre part à ce malheureux peuple juif qui a tant souffert et qui mérite tant d'indulgence, enfin qui peuvent compter, d'autre part, sur la protection secrète mais efficace d'un parti qui a au Parlement une majorité massive et qui a cent moyens d'imposer le silence à une presse pour une fois indiscreète ? Le fâcheux éclat qu'on n'a pu éviter se terminera comme d'habitude quand la curiosité du public se sera lassée, que son indignation et son inquiétude se seront tournées vers d'autres sujets et qu'on pourra juger à la sauvette, dans l'indifférence générale, des gens dont les affaires embrouillées et les patronymes incertains n'intéresseront plus personne. Toute cette brillante équipe reviendra sur l'eau discrètement après des condamnations légères. Ils retrouveront la fortune immense qu'ils ont soigneusement transportée à l'étranger, ils monteront grâce à elle des affaires nouvelles, ils se poseront en intéressantes victimes qui méritent un discret appui et M. Rives-Henrys, précautionneusement transféré dans quelque bourg pourri de l'UNR qu'il achètera à son prix, appa-

raîtra comme un homme calomnié justement vengé par ses électeurs. Les honnêtes gens se plaindront une fois de plus, mais les honnêtes gens ne sont-ils pas toujours des niais ?

Cet incident et quelques autres découvrent une lacune singulière de notre Droit. Ce n'est même pas assez dire : notre Droit, entièrement conçu pour la protection de l'individu, ignore totalement la protection de la société. Il abandonne les faibles au bras séculier, mais les gredins habiles et puissants échappent toujours à la justice. Les scandales financiers ne sont qu'un cas particulier d'une paralysie du pouvoir qui s'applique aussi bien au scandale de la drogue qu'à celui de la prostitution et à toutes les formes d'enrichissement interlope.

Nous devons nous persuader qu'à un ordre social nouveau, il faut un Droit nouveau. Un des principes les plus admirés et les plus intangibles de notre Droit, mais en même temps l'un des plus équivoques, est que la justice doit être égale pour tous. Ce serait vrai si tous les hommes étaient également loyaux, également honnêtes et si le crime ou la délinquance était l'exception. Ce n'est malheureusement pas ainsi que les choses se passent. Il y a dans toute société, et dans la nôtre en particulier, des catégories d'individus qui sont dangereux par la direction qu'ils ont donnée à leur vie et par leur genre d'activité. Si la loi doit être égale pour tous quand il s'agit des honnêtes gens, si elle doit donner à l'innocent un préjugé favorable et mettre à sa disposition tous les moyens pour qu'il se défende, s'il est juste qu'en cette circonstance ce soit à l'accusation de faire la preuve, il n'en est plus de même à l'égard des professionnels de la malhonnêteté et du crime.

Nous vivons dans un paradoxe qui remplirait de stupeur les gens d'autrefois qui savaient ce que c'est qu'un état policé : les principaux trafiquants de drogue, les hommes qui vivent de la prostitution, du vice, de la pornographie, ceux qui sont mêlés à toutes les affaires interlopes, enfin ce qu'on appelle « le milieu » est parfaitement connu de la police, la plupart des membres en sont identifiés. Il en est de même des écumeurs d'épar-

gne, de ceux qui font partie des maffias financières, des prévaricateurs en tous genres, des spéculateurs qui édifient des fortunes colossales grâce à leurs informations et à leurs amitiés politiques. Il existe non pas seulement en Sicile, non pas seulement à Dallas des maffias politico-financières, formées d'individus presque tous connus dans chaque milieu par les spécialistes, dont les fortunes sont inexplicables et soudaines et qui se trouvent miraculeusement à l'abri de toutes les poursuites et peuvent agir en dehors de toutes les règles. A leur égard, comme en ce qui concerne la pègre, la police et la magistrature succombent sous le fardeau de la preuve. On sait, on ne peut prouver. Ou alors, on est promené pendant des années dans le maquis de la procédure.

La **catégorisation** de ces groupes suspects est si claire qu'elle a été officiellement reconnue par le président de la République lui-même. Un passage de sa récente conférence de presse contient une déclaration significative sur ce sujet. Le président s'indignait qu'on ait pu imprimer que le député Rives-Henrys avait donné un chèque de 180 millions pour sa campagne présidentielle. Bon. Mais, à propos de cette imputation calomnieuse, il prit soin d'affirmer que le délégué chargé de recueillir des fonds pour sa campagne électorale avait reçu de lui l'ordre de refuser toute contribution des promoteurs immobiliers. Cette déclaration est bien intéressante. Elle prouve d'abord l'existence de « souscriptions » pour le soutien d'une candidature présidentielle, aveu qui n'apprend rien à personne et procédé qui n'est pas blâmable en soi, mais qui n'en est pas moins regrettable en raison des liens de reconnaissance qui sont ainsi créés. Mais elle montre aussi que certaines catégories d'entreprises sont considérées comme suspectes : on refuse leurs dons, comme un maître de maison ferme sa porte à des gens qui sont inscrits sur une liste noire en raison de leur passé ou de leur caractère douteux. Quand le « candidat » Georges Pompidou ne veut rien devoir à cette « pègre financière » (et il a bien raison) ne fait-il pas lui-même cette discrimination que je propose et qu'il n'a pas le droit d'inscrire ensuite dans la législation parce

qu'elle est contraire aux principes actuels de notre Droit ?

Il est clair que dans toute société ordonnée et en particulier ordonnée en vue de la protection des honnêtes gens, les choses devraient se passer d'une manière tout à fait différente. La pègre, les délinquants ou criminels professionnels, les prévaricateurs et les spéculateurs ne sont pas des hommes comme les autres : ce sont des hommes qui ont choisi de se placer en marge des lois, ils n'ont donc pas à demander la protection de la loi. Pour ces diverses catégories de gredins qui sont catalogués et connus, le principe du Droit devrait être renversé : c'est à eux qu'il devrait appartenir de faire la preuve de leur innocence et s'ils ne réussissent pas à expliquer par quel moyen honnête, par quels services rendus à la collectivité ils ont pu amasser les fortunes immenses dont ils sont les maîtres, alors il faut les déclarer immédiatement coupables et les frapper sans indulgence. Pour ce petit nombre d'escrocs et de trafiquants, c'est le chiffre seul de leur fortune qui devrait légitimer leur inculpation. Il leur appartiendrait ensuite de prouver que ces fortunes ont été légitimement acquises, c'est-à-dire qu'elles sont le fruit de services rendus à la collectivité ou d'une activité loyale de production. Au-delà d'un certain chiffre, toute fortune qui n'est pas patrimoniale ou industrielle est suspecte. Si elle est liée à une activité spéculative ou souterraine connue des services spécialisés, elle constitue un symptôme suffisant de culpabilité.

Cette réforme radicale du Droit est la seule mesure qui soit capable d'endiguer la vague de malhonnêteté et de corruption sous laquelle les pays occidentaux succomberont un jour ou l'autre inévitablement. Mais, naturellement, on ne peut pas confier cette tâche à des Etats fondés sur le mécanisme électoral tel qu'il fonctionne actuellement. Seul un Etat autoritaire, ayant inventé des formes nouvelles, des formes loyales de la consultation populaire, pourra frapper ceux qui sont aujourd'hui intouchables à cause de leur puissance, de leur richesse et de leur alliance secrète avec les politiciens de tous les partis.

C'est à une tâche de redressement moral que nous avons le devoir de nous atteler. Il faut d'abord balayer les « occupants » juifs et résistants de la plate-forme qu'ils occupent depuis 1945 et d'où ils commandent non seulement l'Etat mais toutes les formes de l'influence et de la richesse. Mais il faut aussi débarrasser notre pays, et non seulement notre pays mais tous les pays d'Europe qui sont dans le même cas, du poison mortel qu'ils ont ingurgité depuis cette époque et qui est à l'origine de leur paralysie, de leur stupeur et de leur dégoût.

Maurice BARDECHE

L'Eglise malade

Il est curieux de le constater : jamais on n'avait autant parlé de Dieu que depuis la grande découverte des théologiens de l'ère post-conciliaire : « Dieu est mort ». Un dominicain que ses confrères doivent regarder d'un œil circonspect a trouvé rapidement la réponse : « Si Dieu était mort, il ne parlerait pas si fort » (1). Reste pourtant que de multiples faits témoignent non de la « mort de Dieu » mais de la maladie de son Eglise.

Deux exemples, que je cite non sans répugnance et sachant d'avance que j'encours dès lors le reproche de m'attacher à des détails insignifiants et de dramatiser, me paraissent probants, si du moins j'ai été bien informé. A Mourenx-Ville-Nouvelle — la cité de 12.000 âmes née de la découverte du gaz de Lacq — les desservants de l'église toute neuve ont refusé en avril dernier de dire une messe pour les morts de « Rhin-et-Danube » ; la municipalité a dû faire ouvrir de force les portes du lieu et, faute de célébration, des prières ont été récitées par les anciens combattants rassemblés uniquement, on peut le croire, pour évoquer le souvenir de leurs camarades tués au combat.

A Sarcelles, autre « Ville-Nouvelle », deux « centres paroissiaux » sur trois doivent être vendus, faute de ressources suffisantes pour faire face aux échéances. On pouvait supposer que la population du seul grand ensemble de Lochères, soit près de 43.000 personnes, aurait fourni un nombre de fidèles suffisant pour que leur participation permît de couvrir pour

(1) R.P. Cocagnac : « Si dieu était mort, il ne parlerait pas si fort » (Editions du Cerf, 1969).

une bonne part les dépenses inévitables. Or il apparaît que les catholiques pratiquants n'y sont guère plus de 1.200 (1). Pourtant, le clergé de Sarcelles n'a jamais caché son zèle progressiste et son goût pour les larges ouvertures ; mais le résultat est là : Environ 3 % de présence, alors même que, selon Mgr Rousset, évêque de Pontoise, « ce sont l'équipe sacerdotale et la communauté de Sarcelles qui avaient demandé ces centres paroissiaux » (2). Disons, sans juger, que si « la communauté » est représentée par 3 % des forces catholiques, c'est bien peu, et qu'il est permis d'émettre des doutes sur l'efficacité de « la pastorale des grands ensembles » telle qu'elle est mise en œuvre à Sarcelles depuis quelques années.

Deux exemples très clairs, donc : des prêtres qui refusent les prières de l'Eglise, un clergé qui trouve que la fermeture de centres paroissiaux est « une suite logique » de son action et qui s'en flatte (3). Est-ce normal ? Si oui, disons que l'Eglise catholique n'a plus rien de commun avec ce qu'avait souhaité son créateur ; sinon, qu'elle est malade, gravement malade. La transformation de la simple pratique religieuse, l'abandon des structures traditionnelles ou leur modification profonde, dès lors qu'elles aboutissent à de pareilles situations qui sont non-sens ou impasses, comment ne pas y voir l'effet d'une affection aiguë ? Je ne connais pas les motifs invoqués par « l'équipe paroissiale » de Mourenx pour estimer que les morts de « Rhin-et-Danube » ne méritent même pas une messe ; quelque chose me dit qu'une demande de service à la mémoire de Che Guevarra par exemple, aurait été accueillie plus favorablement. Mais peut-être ai-je tort d'accorder trop d'importance à ce courant de particularisme et de sympathie pro-marxiste qui se manifeste de plus en plus ouvertement dans l'Eglise, sans doute parce que l'exemple vient d'en haut ?

Le problème n'est d'ailleurs pas là.

L'essentiel — on n'insistera jamais assez sur cette évidence — c'est de savoir que la proclamation de Jésus le Nazaréen concerne spécifiquement la condition de la créature et sa

(1) et (3) Le Nouvel Observateur, 31 mai 1971.

(2) « La Croix », 15 juin 1971.

destinée. Autrement dit, tout ce qui a composé la naissance, l'enfance du Christ, sa vie et ses activités jusqu'au drame social doublé de la tragédie familiale que fut sa mort, tout cela était destiné à transformer la situation de l'homme.

De l'homme sur la terre, d'abord : libération.

De l'homme au-delà des limites de sa vie terrestre ensuite : et ici il y a, pour les uns sublimation, donc espoir, pour les autres aliénation, donc amoindrissement.

Mais, bien certainement, il ne se trouve dans la foi en Jésus-Christ-Dieu, telle que la vivent ceux qui croient, nulle trace de rationalisme. Elle est d'un autre ordre que la logique sociale et même que la morale. Le croyant croit tout ce qu'il lui est donné de sentir et d'apprécier par l'attente (confiante) dans laquelle il se place sans s'y complaire.

Charité signifie à ce compte indulgence, compréhension, ouverture, humilité, mais non pas renoncement. Si certains se jugent abandonnés, s'ils estiment que Dieu se désintéresse des hommes, de son Eglise même, c'est parce qu'ils refusent d'accomplir le mince effort nécessaire (et suffisant) pour redécouvrir tout ce qu'offre le soutien divin. Faut-il encore citer ses auteurs ? Voici « L'abandon à la divine Providence », du P. Caussade (1), petit livre simple que je défie n'importe quel matérialiste, athée ou non, de réfuter, et dont il est aisé de saisir la portée dynamique, cet abandon dans l'action qui n'est jamais passivité.

Certains donc (moins nombreux, semble-t-il, qu'il y a deux ou trois ans) disent « Dieu est mort », sous le prétexte que les masses qui nous entourent ont perdu le sens de Dieu, le sens de la divinité. A ce compte, les masses du I^{er} siècle de notre ère avaient-elles le sens de Dieu ? N'est-ce pas très précisément l'enseignement du Christ et des apôtres qui le leur a apporté ? « On parle trop, on écrit trop », remarquait naguère le Cardinal Léger peu avant de résilier ses fonctions et de gagner une léproserie africaine (nul journal, même catholique, n'a depuis cité son nom, son existence : l'opinion oublie les silencieux). Il avait raison. Le prurit de la communication a détruit tout un héritage de sagesse chrétienne, en introduisant dans le langage commun

(1) Gabalda (1934).

— celui des « mass-média » — tout un cortège de faux dieux. La malaise vient aussi du manque de courage des chrétiens devant les déformations outrancières que subit leur foi après être passée à la moulinette des œcuménistes réformateurs, lesquels sont moins nombreux qu'on ne l'imagine communément, mais crient plus fort, au besoin à l'aide de hauts-parleurs.



Mgr Charles, recteur du Sacré-Cœur de Montmartre — un des sanctuaires les plus « ouverts » qui soient au monde — tentait, il n'y a guère, de concilier le recueillement nécessaire aux pèlerins et les curiosités légitimes des touristes visiteurs : « ...Il est essentiel d'avoir le contact avec l'incroyant, mais ce n'est pas une raison pour molester la communauté chrétienne ». Tout le problème est là : un problème de tolérance. Car, sous prétexte d'ouverture au monde, c'est-à-dire de contacts avec une masse aussi large que possible, trop de réformateurs blessent gravement les simples croyants, fidèles anonymes, le plus souvent démunis, aussi respectables pourtant que d'autres, fussent ces sous-développés du monde entier, qui ne sont que des pauvres parmi les pauvres. Car tous ont également droit à l'aide de quiconque possède — possède un cœur, à défaut de biens — ; car tous font partie au même titre de la communauté des chrétiens et des hommes. Admettre que certains soient un peu moins dépourvus que les autres, que chacun recherche la voie qui lui paraît la plus sûre pour agir en charité, ne serait-ce pas là la véritable tolérance d'un adepte du Christ ? Alors comment désigner ceux qui rejettent et pourfendent leurs frères dans la croyance en Dieu en les traitant de traditionnalistes, de conservateurs ou d'intégristes, étiquette habituellement employée comme une injure et équivalant à celle de fasciste dans l'ordre politique ? Mais, frères novateurs, le Christ, ce révolutionnaire, n'était-il pas passablement intégriste, dans son respect de la lettre très étroite de la Loi, dans son retour aux sources pures ?... Si, initiateur, il ne pouvait logiquement se montrer conservateur (si nous parlons bien entre nous de christianisme), notez bien qu'il n'a jamais rejeté les bases précises des commandements divins.

Lorsque Catherine de Sienne, — que peu connaissent aujourd'hui — voulait protéger ses pareils contre les menaces du monde, elle suggérait de rentrer « dans la cellule de la connaissance de soi-même ». Or, un défaut du renouveau actuel, caricaturé parfois par clercs et laïcs exaltés, est qu'à trop parler du monde, on ne sait plus très bien de qui et de quoi il s'agit. « On comprend beaucoup plus facilement ce qu'on voit que ce qu'on entend » (1), évidence que le très sincère Jean Rostand exprime à sa façon — qu'on entende bien clairement que je ne prétends nullement interpréter ici une pensée aussi ferme, mais seulement en rapporter un moment — quand il se demande si les croyants pensent autant à la présence de Dieu que les non-croyants à son absence. A tous les athées, il faut dédier cette réflexion, à propos de quoi on peut remarquer qu'il s'agit d'« absence » et non pas d'« inexistence » ou de mort. L'absent existe. Pour cet incroyant, que pourrait donc signifier la « mort de Dieu » ?

Cette expression, pour un catholique convaincu, est une blessure permanente, elle touche son cœur comme elle atteint l'essence logicienne, cartésienne de sa conviction et tout autant son engagement à l'égard de l'Eglise romaine. Car il y voit la manifestation d'une sorte de terrorisme intellectuel qui s'érige au niveau spirituel quand il est le fait d'évêques ou de prêtres. Alors, il se dit que des esprits de dimensions exceptionnelles, comme Simone Weil, le Père Teilhard de Chardin, ont pu tout à la fois demeurer méconnus, être trahis, annexés par mainte chapelle, etc... Il pense que la foi n'est ni une politique, ni une philosophie plus ou moins abstruse, ni une position alambiquée, ni une problématique. Il admet que la foi est ce qu'elle est et ne peut être allégée sous le simple prétexte d'en rapprocher ceux qui en refusent les contraintes ou les premiers commandements, ceux qui sont au seuil, innocents peut-être, mais velléitaires sûrement, ou ceux qui s'en sont éloignés par faiblesse, tiédeur, indifférence ou renoncement. Car si elle perdait si peu que ce soit de sa substance, c'en serait fait de sa puissance, cette puissance qu'elle met au service de l'homme.

(1) Cyrille de Jérusalem, Catéchèse 19.1.

Dire que les croyants ont abusé de Dieu, qu'ils en sont venus à l'enfermer dans des structures sociales étriquées, qu'ils l'ont « ligoté comme une momie », ces formules peuvent troubler certains, leur faire croire qu'il existait de bonnes raisons de « désacraliser » la société chrétienne. Sous le brillant de l'expression se cache malheureusement une crainte inavouée, probablement inconsciente, de reconnaître l'existence d'un au-delà dont la créature n'est qu'un sujet, mais qui peut tout en recevoir. Et dès lors, certains voudraient croire à un Christ exclusivement trublion, faiseur de révolutions, libérateur des esclaves, etc... Naturellement, il est bien vrai que si Dieu s'est fait homme et est venu parmi nous, c'est absolument afin de sauver les hommes : mais pas n'importe comment ; seulement ceux qu'il a appelés les justes, aussi bien les simples que les pécheurs capables de renoncer à leurs erreurs, lesquels se recrutent non dans une classe sociale ou une catégorie socio-démographique particulière, mais au creux mouvant de la masse humaine, le seul critère étant l'engagement sincère et résolu d'obéir à une loi d'amour.

Que beaucoup de chrétiens, à ce compte, aient perverti le sens de cette adhésion, c'est évident, c'était inévitable : ce n'est pas à cause de cela qu'il faudrait croire que Dieu s'éloigne et encore moins pour rejeter le sacré qui traduit et apporte, maladroitement parfois, mais nécessairement toujours, la présence salvatrice. Si Saint Augustin comparait le monde à « une vaste bande de brigands », il n'en savait pas moins que Dieu existait pour tous et que tous seraient aidés, ceux qui croiraient, ceux qui ne croiraient pas encore, y compris les brigands. Et le monde se transformerait, et les hommes peu à peu expulseraient, avec leurs rancœurs et leurs envies, leurs craintes et leurs menaces.

*
**

Admettons une pluralité de ministères, une diversité de formulations de la foi, diversité tenant aux latitudes et aux tempéraments : reste l'unique Foi, qui interdit aux croyants de participer sans réserve clairement articulée aux manifestations de nature opposée à l'essence du mystère divin, tout comme elle leur interdit la sérénité passive des tièdes, l'auto-

satisfaction sans contre-partie. La foi catholique impose au croyant un effort constant d'amélioration et de recherche personnelle, intime, elle l'oblige à assister tout autre. On n'est pas chrétien pour vivre facilement.

L'oraison, c'est un truisme de le constater, est accessible à tout croyant. On peut prier n'importe quand et partout. Se remettre entre les mains de Dieu par la prière silencieuse et solitaire n'est pas moins efficace que de s'agiter et de se faire entendre au sein de la communauté. Il n'existe aucune incompatibilité entre les deux voies, il n'y a aucune distinction à opérer entre les buts de ces deux prières et leur objet, lequel peut être aussi bien l'attente du signe, de la lumière pour soi-même, que l'appel pour le secours d'autrui. Car il est vain de vouloir séparer Dieu du monde, l'intervention de Dieu du mouvement du monde tel qu'il l'ordonne.

Aborder l'instant de l'oraison avec la profonde conviction de n'être rien, pauvre, dénué et ne pouvant rien sans le secours de Dieu, car « Dieu ne se donne tout qu'à celui qui s'abandonne tout » (1), telle est la première et élémentaire condition. Qui s'abandonne, qui abdique tout orgueil, toute vanité, toute individualité même. N'être qu'une âme ouverte, qu'un cœur attentif. Se dépouiller, admettre enfin que l'on ne connaît rien du dessein de Dieu et que seul compte l'espoir d'être éclairé, parce que la créature ne peut rien pour les autres si Dieu n'est pas avec elle, par conséquent si elle n'est pas convaincue d'être à la merci de sa propre sincérité dans son rapport à Dieu ?

Il faut donc se garder de cette prétention qui consisterait à s'imaginer marchant droit vers Dieu — à l'église, dans la rue, au bureau, à l'atelier, sur la route au volant, gravissant les escaliers du métro, la passerelle du navire, de l'avion, — avec l'assurance qu'on n'a rien à demander mais qu'il attend tout de nous. Car, certes, il attend en effet tout de nous : que nous donnions tout ce que nous pouvons donner, mais non pas que nous prétendions lui donner des leçons et lui montrer l'exemple, ni que nous l'érigions en spectateur. On ne peut se conduire, plutôt, que comme celui qui, échappant à son regard, privé de son attention, se trouve subitement

(1) R.P. A.M. Besnard : « Propos intempestifs sur la prière » (Cerf, 1969).

figé, immobile et impuissant au milieu de l'agitation des hommes.

On n'échappe pas à Dieu. Prier, c'est sortir de soi, c'est-à-dire découvrir le moyen d'apprendre que rien n'est jamais achevé de ce mouvement perpétuel qui lie la créature au Créateur et que chacun en est, la veille, toujours et inéluctablement plus éloigné qu'à l'aube prochaine. Ne pas quitter ce chemin où je trouverai, jour après jour, l'indication de l'étape du lendemain, de la nouvelle étape à franchir qui ne sera jamais, jamais, la dernière, sauf à l'heure de la mort si Dieu veut que j'aie conscience de l'imminence de celle-ci, l'imminence du commencement. Mais à travers la foule, ne négligeant en aucun moment mes liens avec les hommes, ouvert au monde sans être seulement du monde, je sais que prier contient toutes les vérités. Car entre Dieu et les hommes, il n'y a pas à choisir : on vit pour les hommes dès que l'on vit pour Dieu.

Quant au mode sur lequel il faut prier, il paraît certain que le mépris des formules venues du fond des temps ne peut que dénaturer le sens et la fonction de la prière. Cela ne signifie pas que toute recherche de paroles nouvelles et d'expressions empruntées au langage courant puisse amoindrir la valeur de la prière et soit à proscrire ; cela signifie qu'il ne saurait être d'un croyant sincère de mépriser les mots avec lesquels nos pères, tous les hommes et toutes les femmes qui nous ont précédés depuis la naissance du Christ, s'efforçaient d'approcher le Maître et l'entendre.

Pourquoi voudrait-on être de ces habiles qui donnent aux mots de la prière quotidienne, la prière d'enfance — le Notre-Père — un sens tellement différent de son humble contenu ? Laissons aux précieux le goût d'affirmer que Dieu n'est pas notre père, que nous ne devons rien lui demander, que c'est à nous de gagner notre pain et non pas à Lui de nous l'octroyer, etc... Car il en est, j'en puis citer, qui déforment ainsi à loisir l'oraison dominicale. Il reste à prier pour eux, qu'ils prennent conscience de leur orgueil, pour que leurs yeux et leurs oreilles s'ouvrent à nouveau à l'expression d'une authentique et chrétienne humilité.

Si le Christ n'est pas ressuscité, alors rien n'est existant

ni véritable ; nous ne sommes pas au monde et tout ceci que j'écris et pense n'est qu'un petit mouvement au sein de l'espace vide que n'animent ni êtres ni mouvements. Ce que je crois voir et entendre n'a d'autre réalité que celle que lui octroie artificiellement l'agitation de ma plume sur la feuille blanche, ma pensée au-dessus. Si Dieu n'est pas avec nous, parmi nous, il n'y a jamais eu de Dieu, il n'a jamais été, mais alors c'est que le monde n'existe pas, ni les êtres qui l'occupent et ce que je suppose percevoir de cette foule qui m'entoure n'est guère qu'une animation extravivante : cauchemar de l'incroyant.

Mais si je prie totalement, c'est-à-dire avec conviction et joie, sans désespérer, alors je sais que Dieu est avec moi, car c'est par lui que je peux prier. Si maladroite, imprévue, abusivement personnelle que paraisse ma prière à mes propres yeux comme aux regards de qui m'observe sans indulgence, il reste qu'elle s'inscrit dans le vaste mouvement de charité qui porte tous les hommes les uns vers les autres. Le peu que j'entreprends, le peu dont je suis capable, c'est encore une preuve que Dieu existe et qu'il me permet d'exister, moi infime, pour les autres.

Puissance de l'oraison, qui traduit en action concrète cela qui n'est que souhait d'un esprit incapable de se manifester sans l'intercession de qui lui a insufflé la connaissance de la vie ! Ce qu'elle m'apporte encore et qu'elle m'enseigne, cette oraison familière, c'est que Dieu assure à l'homme la plénitude — la « globalité » comme on dit aujourd'hui — de la vie, alors que ceux qui récusent cet apport se trouvent voués au néant. Ni la philosophie rationaliste, ni la pensée positiviste, ni la science seule ne peuvent conduire autre part que vers ce néant dont il est impossible d'admettre qu'il soit la seule issue : puisque le croyant possède la chance et le privilège inouis, dès l'instant qu'il entre en prière, dès que sa foi s'exprime ainsi, de se savoir promis à la vie véritable. Car enfin, la notion d'amour, au sens fort du terme, si l'on se penche sur les textes les plus vénérables, apparaît bien comme n'ayant été liée au nom de Dieu que depuis la naissance du Christ. Evidence facile ? Soit, mais comme disait Péguy : « Il faut qu'il y ait quelque chose là-dessous » !

...A quoi répondait par avance ce pauvre entre les pauvres,

ce serviteur des hommes, Jean-Marie Vianney, curé d'Ars :
« S'il n'y a rien, je serai bien attrapé, mais je ne regretterai pas d'avoir cru à l'Amour ».

*
**

Les visages de Dieu sont innombrables, mais Dieu est unique.

Une nouvelle fois, j'avais connu la promenade en ambulance par des chemins pleins de soleil. Puis, j'étais couché, réduit à une assez rigoureuse immobilité horizontale, au-dessus de la planche intercalée entre sommier et matelas, tout ceci à la suite d'une mauvaise rencontre, percutante et ferrillante à l'extrême. Ayant cependant loisir de soulever la tête, je la tournais parfois vers certain bocal où frétilaient trois poissons, de cette espèce de carpins dorés que l'on dit rouges. Le nuit, je les entendais souvent émerger, cueillant dans un petit clapotis une bulle d'air, une miette flottante ; le jour, je suivais leurs ébats de l'œil pour tenter de découvrir les lois de leur société et le sens de leur giration processionnelle.

Je lisais, je méditais à loisir, j'écrivais les pages inquiètes d'un essai sur le malaise de l'Eglise, sur les agresseurs de la Foi, ces réformateurs abusifs devant qui je restais résolument sceptique. C'était l'attente, la rémission ; c'était le temps des poissons. Une nouvelle fois, j'aurais dû « logiquement » trépasser et Dieu avait voulu que je survécusse, Dieu avait retardé le moment où je viendrai vers lui.

J'ai dit ailleurs ce qu'avaient pu m'apporter certaines épreuves. Il ne m'est jamais venu à l'idée de considérer comme telles quelques accidents mécaniques durement ressentis dans ma chair, et qui m'ont permis de croire, au moins à cinq reprises dans mon existence, à une protection surnaturelle, puisque toutes les conditions étaient réunies pour qu'il en soit fait de moi : j'y ai vu une sorte de grâce, le don d'une halte, d'un repos, incitant à la réflexion, au retour sur soi. Le temps des poissons fut aussi cela : quelques semaines de décantation aussi spirituelle et intellectuelle que physique, où l'oraison trouvait sa place naturelle

J'achevais, pendant ces jours de grabataire, puis de convalescent béquillant, le petit livre où je tâchais d'exprimer

l'angoisse d'un chrétien devant la montée des périls dûs aux excès de l'aggiornamiento. Je relus Teilhard de Chardin, Simone Weil et beaucoup d'autres, notamment quelques esprits généreux — le Cardinal Daniélou, le P. Henry de Lubac, etc. — qui, après avoir applaudi aux nécessaires ajustements de la liturgie et du dogme, dénoncèrent très haut les abus, les égarements et les désordres, et luttent depuis pour que l'inflexion de l'action chrétienne pour une société plus juste n'ait pas pour conséquence l'oubli, plus encore que la remise en cause, de la constitution divine de l'Eglise et le rejet de la foi.

Je tentais de comprendre ce qui pouvait justifier les essais de dialogue entre marxistes et catholiques. Sur ce point, il se confirma pour moi que la pragmatique du mensonge qui est l'étoffe du marxisme appliqué sous les espèces du communisme interdit une bonne fois pour toutes d'attendre quoi que ce soit de bon de ce rapprochement. Qui se rappelle, qui cite aujourd'hui l'exclamation triomphante de Staline en 1936, lorsqu'éclatait la gloire du mouvement « Beslojnik » — le Sans-Dieu — (il comptait alors près de 8 millions d'adhérents) : « Dans cinq ans, la notion même de Dieu sera effacée de l'esprit populaire » ? Pour moi, la cause est entendue ; je n'ai jamais refusé de parler avec un communiste, mais je sais qu'il ment, ou qu'il dissimule une très large partie de l'immédiate vérité et de ses buts véritables, ou encore que les mots n'ont pas un sens analogue dans sa dialectique et dans mon langage : bref que tout espoir sincère de rencontre est un leurre ; les pieuses affirmations ou les téméraires tentatives de nos curés marxisants n'y peuvent rien. Bien entendu, chrétiens et marxistes peuvent faire « un bout de chemin ensemble ». Mais s'il y a des carrefours, il y a aussi des divergences irréductibles (Georges Marchais lui-même, pour ce qui est du parti communiste « français » ne le dissimule pas), parce que pour celui qui croit en Dieu et en l'Eglise, le bonheur qui se prépare ici bas offre déjà à l'homme de bonne volonté une possibilité d'amélioration de son sort, parce que ce bonheur-là est destiné à fleurir au-delà, alors que le marxiste exige le bien-être immédiat sur terre et exclusivement au niveau de la terre. Pourquoi trouve-t-on, proportionnellement si

peu de marxistes heureux ? Est-il faux de juger que le croyant est plus aisément satisfait de son sort, parce qu'enrichi par l'espérance ?

Faut-il encore un exemple, une « béquille », pour soutenir ce point de vue (dont je ne songerai pas à nier l'irrémissible optimisme) ? Voici Anatole Kouznetzov, ce soviétique auteur d'un livre traduit par un religieux français, ayant tâté des travaux forcés en Sibérie et qui savait de quoi il parlait (1). On connaît l'affaire, il y eut procès, saisie, condamnation de l'éditeur parce que le traducteur avait cru devoir mettre en relief un certain espoir caché que trahissait l'œuvre, ce contre quoi le bouillant auteur s'éleva avec force : « Nous croyons en l'homme, en son bonheur sur terre et non après la résurrection qui n'existe pas ». (En passant, n'est-elle pas jolie, dialectiquement, cette expression « la résurrection qui n'existe pas » ?)

C'était net, c'était clair et la sagesse de la justice officielle entérina bravement ce point de vue, tout au moins pour ce qui concernait la protection des droits de l'auteur. Dix ans après, Kouznetzov choisit de s'évader du pays du bonheur sur terre, de demander asile aux terres arrières où fleurissent encore les millénarismes pervers. Mais il exprime ouvertement son regret de n'avoir pu naguère se dispenser de faire poursuivre l'éditeur français de son ouvrage. Et, surtout, il précise : « L'idée du socialisme (...) ne permet pas une bonne application : elle est irréalisable (...) Si elle venait à être appliquée par quelqu'un, ce ne serait pas une vie, mais un enfer ». Vous avez bien lu : un enfer. Et la pondération de celui qui a visiblement pesé ses mots avant d'écrire de telles lignes, tout comme il a mûri son geste de rupture, permet de réfuter d'avance la dénonciation dont il sera un jour ou l'autre l'objet, les accusations de reniement, de trahison, etc., tombant inévitablement sur la tête de celui qui n'est plus d'accord.

Alors, pour l'amour de Dieu, que cesse donc ce pieux mensonge sur ce que le communisme en marche peut apporter aux chrétiens ! L'incompatibilité entre le marxisme et le christianisme n'est pas justiciable de la morale commune d'un

(1) • L'Etoile dans le brouillard » (Trad. P. Paul Chaleil, Ed. Vitie, 1960).

socialisme plus ou moins « humaniste ». Cela peut très bien être l'objet de discours de circonstance, d'entretiens entre grands cerveaux ou hautes intelligences des deux bords, dûment qualifiés pour s'affronter et philosopher à perte de vue sur le thème, cela ne saurait être honnêtement la préoccupation de ceux qui tiennent que l'espérance chrétienne va infiniment plus loin, dans son application et sa pratique, que les prétentions marxistes : ne serait-ce que parce que ceux-là, ces chrétiens, sont soucieux avant tout d'un authentique respect de la dignité de l'homme.

Dieu est partout : au chantier, à l'école, aux champs, dans la mine, dans les gares et les camps militaires comme sous les projecteurs des salles publiques, cela ne fait de doute pour personne, pour ceux qui ne nient pas tout. Mais il faudrait qu'il fût bien compris que Dieu est aussi et toujours présent dans les églises et les chapelles, dans les cathédrales les plus somptueuses comme dans les monastères les plus dépouillés et qu'il est ridicule de prétendre l'en chasser sous le fallacieux prétexte que le décor ne convient pas, ou plus, à Sa personne. Il faudrait qu'il fût bien entendu que nul n'a légitimement le droit d'installer Dieu ici plutôt que là et de lui interdire quelque lieu, quelque âme que ce soit.

Avoir la foi, aujourd'hui, c'est dépendre de Dieu plutôt que de l'homme, c'est donc servir celui-ci sans jamais l'asservir ni être asservi par lui. Avoir la foi en Dieu, c'est refuser à jamais toute forme d'esclavage. Car la liberté de l'homme et le progrès de l'humanité ne s'obtiennent pas par la négation des ressources spirituelles. Seules, elles éclairent le seuil de cette plénitude que chacun ne peut connaître que lorsqu'il se reconnaît en autrui.

W. P. ROMAIN.

Parlez-nous de lui, Grand-Père...

Ce n'est pas tellement folichon d'en parler. Tout nous en rebat les oreilles. La presse, la radio, la télévision, le livre, la rumeur publique, les ragots des commères et même les rues, places et boulevards de nos grandes et petites villes. Pourtant, il semble que si un « Gallup » intrépide s'avisait de prendre la température de l'opinion publique pour mesurer l'évolution de la popularité de l'homme providentiel, de celui qui s'est cru la France durant trente ans, De Gaulle, puisqu'il faut l'appeler par son nom, il apparaîtrait que son prestige glisse sur la pente de la dévaluation. Ses thuriféraires, pour tenter de sauver ce qu'il leur reste d'une foi chancelante, n'ont plus que la ressource de distinguer l'homme du 18 Juin et de la résistante en chambre, du Chef de l'Etat qu'il crut être de 1958 à 1970. Ils admettent cependant que, dans cette dernière posture, ou imposture, ses gesticulations, déclarations, proclamations, déclamations, condamnations et décisions puissent être critiquées en partie ou en totalité. Mais ils ajoutent aussitôt, ne voyant plus que l'émigré de Londres et rejoignant le peloton des inconditionnels : « Que serions-nous devenus sans lui ? ».

Dans une conversation, quand une telle question tombe, telle un couperet, la discussion est aussitôt close. C'est le silence complet. Et chacun hoche la tête gravement, se répétant : « Que serions-nous devenus sans lui ? ». Il apparaît

clairement qu'il serait sacrilège de vouloir aller plus loin, chacun étant libre de se représenter, au gré de son humeur et à la mesure de son imagination, le tableau des calamités qui se seraient abattues sur notre malheureux pays. Essayer d'en établir la liste serait jugé inutile et même suspect. On ne pose pas de bornes autour de l'infini. Décemment, une telle question ne peut être suivie que d'un silence religieux, expression la plus parfaite d'un « consensus omnium ».

Cette étape de l'admiration béate a pu durer un temps, elle ne saurait s'établir à demeure, surtout à notre époque où chancellent les tabous les mieux assis et où tout est sujet de contestation. Alors, les exégètes interviennent pour expliquer aux hésitants ce qui, dans la geste de l'Homme Providentiel, justifie l'admiration et la reconnaissance. C'est simple. Pas de De Gaulle, pas de résistance. Pas de résistance, victoire plus lointaine et plus coûteuse. Et enfin, une victoire ainsi obtenue ne nous aurait laissé qu'un strapontin à la conférence des vainqueurs. Telle est la fable. Répéter, c'est prouver, disait Anatole France. C'est pourquoi, on la répète depuis vingt-cinq ans. Pourtant, la réalité est quelque peu différente.

De Gaulle n'a pas été « la résistance ». Divers mouvements animés de sentiments parallèles ont vu le jour, soit sur son instigation, soit sans lui, soit contre lui. En outre, ils ont mené leur action dangereuse en France et non dans le calme d'un bureau installé à l'étranger. Alors : De Gaulle, premier résistant de France ? Plaisanterie déplacée.

Quant au rôle de la résistance dans la conduite des opérations militaires et dans leur aboutissement, il est délicat d'en parler, tant le clan des bénéficiaires est ardent à défendre les situations acquises et à en asseoir la légitimité, par tous les moyens, y compris l'arbitraire et par n'importe quels arguments, y compris le mensonge. Ainsi, pour la grande majorité des hexagonaux, c'est la résistance qui a libéré le territoire et gagné la guerre. O sancta simplicitas ! En regardant de plus haut et sans qu'il soit nécessaire d'aller sur la lune, il est permis de penser que, sans la résistance, la guerre eût été gagnée par les Alliés, probablement le même jour et à la même heure. Car la victoire a été obtenue

par le formidable arsenal américain issu d'une énorme capacité de production, par la multitude russe, par le courage et la ténacité des troupes alliées, où, au dernier acte, figurèrent les troupes du Maréchal Juin, et, enfin par le remarquable esprit d'organisation des anglo-saxons. Ça, c'est l'histoire. Le reste, des histoires. Alors, sur « quelques-uns » de nos innombrables monuments et plaques commémoratives consacrés aux résistants, faut-il ajouter : « Avec un grand courage, mort pour rien » ?

Dernier tableau du triptyque. Quel eut pu être le rang et le rôle de la France, non pas dans un traité de paix qu'on attend encore, mais dans les accords qui ont suivi la fin des hostilités, si nous n'avions pas eu De Gaulle ? Peut-être nos alliés nous eussent-ils dépossédés de nos colonies ? La question ne sera pas posée. D'ailleurs, pour parer à ce risque, dans les années qui ont suivi, nous les avons allègrement larguées, ou fourguées, comme on voudra. Encore que les deux termes n'aient pas exactement le même sens. De toute façon, nous en sommes contents et fiers. Savoir si la décolonisation fut un bien, si elle fut exécutée dans les meilleures conditions possibles, ce n'est pas ici le lieu pour en parler. C'est fait. Donc, plus rien à craindre de la part d'alliés, malintentionnés ou non. Mais maintenant, il y a tout le reste. Tout ce qui conditionne la remise en marche et en ordre d'un monde appauvri en richesses matérielles et en hommes, et désarticulé par cinq années de luttes et de destructions. Si nous n'avions pas eu De Gaulle, les grandes puissances eussent pu s'entendre sans nous, sinon sur nous. Et pour ce faire, elles se seraient rencontrées quelque part, sans nous inviter, sur la Côte orientale de la Crimée, par exemple. D'après des renseignements sérieux, c'est fait, à Yalta, depuis février 1945. Voici donc une certitude de plus et un souci de moins, quant au comportement de nos alliés, De Gaulle régnant.

On pourra évidemment prétendre que s'il n'avait pas été à la tête du pays, Yalta eut été encore plus pénible pour notre amour-propre et, dans ses résultats, plus néfaste par les mesures qui auraient pu réglementer la restauration de notre pays. Evidemment, on peut dire cela et bien d'autres choses. On peut, si l'on s'en sent le goût et si l'on ne craint

pas le ridicule, s'amuser au jeu de l'histoire-fiction. Que serait-il arrivé si Waterloo avait été une victoire ? ou la Marne, une défaite ? Après, il faut tout de même en arriver à parler sérieusement et, pour cela, s'appuyer sur la seule réalité. Sur cette réalité qui déroule son film depuis vingt-cinq ans et qui nous montre qu'aujourd'hui les deux nations du monde qui sont les plus prospères sont aussi les deux nations vaincues : l'Allemagne et le Japon. Après avoir subi, l'une et l'autre, des destructions effroyables et d'immenses pertes en vies humaines, elles se sont relevées avec rapidité et ont progressé avec intelligence, courage et ténacité à un rythme dépassant celui des autres belligérants. Alors, si faute d'un De Gaulle, dont l'apport bénéfique est encore à trouver, les nations alliées nous avaient ravalés au rang des nations vaincues, ce qui est impensable étant donné le rayonnement et le renom de la France dans le monde, de cette France qui a existé avant De Gaulle et qui continue d'exister sans lui, pourquoi n'aurions-nous pas pu, nous aussi, dans ce cas extrême, connaître une miraculeuse résurrection ? On peut chercher ce que la France aurait perdu de n'avoir pas été gratifiée de son « homme providentiel ». On trouve bien plus facilement ce qu'elle y aurait gagné. Quelque cent mille français qui furent massacrés à la Libération auraient pu continuer de vivre. Le pays n'eut pas été divisé comme il le fut et comme il l'est encore aujourd'hui. Les notions de justice, de droit, d'ordre et d'honneur auraient continué d'être admises et respectées. Tout un style de vie qui mène droit à la décadence eut été évité.

Mais nous l'avons eu et il nous a eus. Tout se mérite et tout se paie, comme disait quelqu'un de qui le nom est momentanément oublié. Aujourd'hui, nous payons. La facture est lourde, nous n'avons pas fini de la régler.

Peut-on prendre pour conclusion cette phrase bien significative dans sa concision, qui aurait été prononcée par le Général Weygand et que Roger Peyrefitte rapporte dans son livre : « Des Français » (page 215) : « Militaire, mais pas soldat ; catholique, mais pas chrétien ; imposteur sanguinaire, dont on s'apercevra trop tard qu'il était surtout un imbécile ».

Cette réflexion ne peut être adoptée en bloc. Il y a un mot qui ne convient pas. Le dernier. De Gaulle a mijoté, combiné, édifié sa propre légende avec tant de persévérance, d'acharnement, de machiavélisme, de roublardise et de cynisme, qu'on ne peut admettre que le déploiement de pareilles facultés à un degré aussi poussé, soit compatible avec l'état d'imbécillité. Le mot juste qui le qualifiera reste à trouver. Mais peu importe l'épithète de remplacement qu'on pourra lui adjoindre, pourvu qu'il ne puisse servir de prétexte à une atténuation de la responsabilité du personnage, le jour, proche ou lointain, mais inéluctable, où l'Histoire le jugera.

Maurice KOENIG.

Une ségrégation sociale : retraités et vieux travailleurs

« L'homme d'action ne se conçoit guère sans une forte dose d'égoïsme, d'orgueil, de dureté et de ruse. »

(Charles de Gaulle. « Au Fil de l'épée »)

En démocratie, l'art de gouverner impose à ceux qui l'exercent une servitude particulière. Personne ne l'a mieux définie que l'un de nos derniers Présidents de la République : « L'homme d'action ne se conçoit guère sans une forte dose d'égoïsme, d'orgueil, de dureté et de ruse (1) » ! C'est pourquoi, sans doute, des observateurs étrangers prétendent que la France serait ingouvernable sans la duplicité de ses hommes politiques... En effet, comment ne pas constater que la moindre affirmation de nos gouvernants se trouve inmanquablement contredite par les conséquences voulues, mais inavouables, de leurs agissements. Cependant, étourdi par des promesses tapageuses, le français moyen ne se rend plus compte dans quelle mesure elles sont mensongères.

Que dire, par exemple, de ces engagements de nos ministres, qui jurent combattre la montée des prix, alors qu'ils sont les premiers à les majorer, sciemment et sans arrêt. Soit directement, soit à travers les entreprises, par eux nationalisées, pour alléger tant soit peu les pertes de leur gestion inexora-

blement déficitaire (2). Qu'il s'agisse des transports, des communications postales et autres, de l'électricité, du gaz, du charbon, de l'essence, des voitures automobiles, des études, de la justice, de la santé, des logements, de la radiotélévision, même des cigarettes... Et n'exigent-ils pas de leurs partenaires du Marché Commun une hausse ininterrompue des prix sur tous les produits de notre agriculture. Au profit de 2.459.840 exploitants ruraux (3), et au détriment des 47,5 millions de consommateurs, payant sans cesse plus cher leur pain, leur viande, leur lait...

A limiter la démonstration de cette politique au seul domaine de l'hospitalisation, rappelons qu'à Paris, en 1969-70, le prix de journée en chirurgie est de 219 F dans un établissement de l'Assistance Publique, et de 76,40 F dans une clinique privée. Tout en n'oubliant pas que la même journée dans un hôpital en République Sud-Africaine ne coûte que 32 F français. Quant à la hausse des prix, citons, comme exemple, la facturation d'une journée d'hospitalisation en chirurgie sur « un lit de fer dans une chambrée lugubre de l'Assistance Publique à Paris » (4) :

En 1967	—	175,50 F
1968	—	200
1969	—	219
1971	—	255

Il est évident que les responsables d'une pareille inflation ne font que semblant de la combattre, ne pouvant pas avouer les deux raisons majeures qui la provoquent :

1. Le déficit congénital et sans remède des entreprises nationalisées, du fait de leur gestion par des bureaucrates pécunièrement irresponsables.

2. La multiplication constante des cadres tertiaires d'administrations diverses et, par conséquent, de la masse salariale du secteur non-productif de l'économie nationale.

Ne comptons nous pas en 1968, déjà, 7.185.040 fonctionnaires et employés contre 7.451.380 ouvriers, dont 3.100.000 étrangers, sur un total de 15.215.220 salariés, y compris un demi-million de chômeurs et 578.000 ouvriers agricoles (5).

Cette pléthore de tertiaires ne se manifeste-t-elle pas par la présence, par exemple, de 280 directeurs en titre dans une

seule Compagnie aérienne, celle de Air-France (6). Ou par l'attribution de 20 milliards d'A.F. en 1969, au titre de « jetons de présence » (en plus de leurs appointements) aux membres des Conseils d'entreprises nationalisées...

Pour ce qui est de l'esprit qui anime le travail des 3.541.281 fonctionnaires de nos Administrations (7), en voici un échantillon :

Il y a quelque temps, à l'Electricité de France, des comptables procédèrent à des vérifications d'usage, découvrirent une erreur, calculèrent la somme manquante et établirent une facture ; une dactylo la tapa à la machine ; un chef de service signa la réclamation ; enfin, le secrétariat l'expédia à son destinataire, en affranchissant l'enveloppe de 40 centimes... Et le tout, pour réclamer à un usager, M. Peynaud, à Boulazac (en Dordogne), la somme de... 2 centimes, en l'obligeant de déboursier 1,70 F pour l'envoi de son mandat (8).



Comme on le voit, les paroles et les actes de nos démagogues au pouvoir sont en contradiction flagrante et inévitable.

Non moins trompeuses sont les assurances de ces mêmes politiciens concernant la rétribution de ceux qui travaillent utilement, en tant que salariés. Ne se chargent-ils pas de leur garantir le SMIC, un minimum interprofessionnel des salaires de 737 F (9), pour admettre, en réalité, des traitements de 400 F par mois. Traitements de famine que touchent en 1971, dans nos villes de province, des dactylos dans une grande imprimerie, ou les ouvrières dans un atelier de couture (10). Ne sont pas mieux logés, d'après les statistiques de la C.G.T., 21 % des travailleurs au-dessous de 24 ans, qui touchent moins de 500 F par mois (10 bis).

Actuellement, selon l'aveu de l'INSEE, même dans l'industrie 1 ouvrier sur 8 ne gagne pas le montant du SMIC (11). Et, en 1968, sur 15.215.220 salariés et 436.920 chômeurs enregistrés (12), au moins 3.652.214 ne disposaient que d'un revenu au-dessous du minimum soumis à l'Impôt sur les Revenus des Personnes Physiques, puisque l'on ne compte, en tout,

que 12 millions de contribuables ayant payé cet impôt en 1969 (13).

Bref, si en Suède l'éventail des salaires s'ouvre de 1 à 5, avant l'impôt, et de 1 à 3, après sa perception (14), en France il est de 1 contre 75 !... Autrement dit, de 400 F contre 30.000 F lourds par mois, compte tenu des cumuls, mais sans les avantages en nature des politiciens-fonctionnaires et des fonctionnaires-politiciens.

D'une façon non moins intolérable se présente l'écart, non plus uniquement entre les salaires, mais entre les salaires-retraites, conjugués. En 1970, leur éventail, selon les données de l'INSEE, se situe entre 1 à 600, avant l'impôt, et entre 1 à 400, après son prélèvement (15).

*
**

Quelle que soit néfaste l'hypocrisie, avec laquelle des politiciens parasites réglementent la rémunération du travail productif, ils pratiquent un mensonge plus malfaisant encore à propos de la prétendue amélioration du sort des vieux travailleurs salariés. D'une amélioration, soi-dit en passant, basée sur la capitalisation des retenues sur les salaires, et non point sur la redistribution du revenu national, comme dans nombre d'autres pays socialement plus évolués que le nôtre. La Sécurité Sociale chez nous n'apparaissant, en ce domaine, qu'en concurrente des Compagnies d'Assurance...

En dépit du caractère antisocial de ce système, les pouvoirs publics ne cessent de proclamer que, précisément grâce à lui, le salarié, à sa retraite, touche une pension se montant à 40 % de son salaire... Or, en vérité, et dans un cas sur deux, rien n'est plus faux. En 1971, notamment, si pour, environ, 875.000 travailleurs le SMIC mensuel est de 737 F, pour 2.300.000 retraités de plus de 65 ans le maximum des pensions de la S.S., avec l'allocation des 100 F du Fonds National de Solidarité, est de 378 F, et leur minimum légal de 270 F par mois (16). Mais, en fait, souvent beaucoup moins. Car rien n'empêche la même Sécurité Sociale de diminuer son propre minimum, en utilisant pour ce faire quantité d'artifices à sa disposition.

A l'occasion, il lui suffit de faire confondre les années de

travail du salarié avec celles des cotisations, non seulement retenues par l'employeur, mais aussi versées par lui et perçues par la S.S. A partir de cette astuce, les 30 années de travail effectif, donnant droit au minimum légal de 270 F, peuvent se transformer en 15 homologuées, ne procurant plus qu'une pension de quelques francs au-dessus de zéro.

Ne voyant en chaque citoyen qu'une unité statistique, toute Administration, saisie de nos dossiers et tranchant sur notre sort, ignore volontairement le côté humain de tel ou tel autre cas. Des bureaucrates sans âme n'admettent pas d'exceptions à la Règle... Qu'elle soit morale ou immorale, juste ou injuste. Qu'elle enrichisse un profiteur déjà millionnaire (avec des pensions abusives à caractère politique, des allocations familiales, etc.), ou qu'elle fasse mourir de faim un homme honnête et pauvre.

Mieux encore. Même en se référant à un acte normatif donné, nos bureaucrates ne se contentent pas de l'appliquer à la lettre, en sacrifiant son esprit, au besoin. Interprétant d'une façon toujours restrictive toute loi favorable aux travailleurs, parfois allant jusqu'à jouer sur la signification d'une virgule, ils arrivent à réduire à l'indigence 950.000 retraités, sur les 3.300.000 bénéficiaires du régime général de l'Assurance Vieillesse (17). De sorte que tous les ans la presse parvient à nous signaler 12 à 15 morts de privations. Sans parler des suicides, dus à un excès de misère. Ou des 10.000 clochards fichés par la police... Mais qui s'attarde à découvrir l'entrefilet d'un journal de Rodez rapportant l'agonie de cette veuve de 37 ans et de ses enfants de 5 et 6 ans, tous les trois morts d'inanition. Ou à prêter assez d'attention au livre de J.-P. Clébert sur le « Paris Insolite », pour apprendre comment succombent à la faim et au froid les miséreux, parmi lesquels un Edmond du Plessis de Richelieu, dernier descendant direct et authentique du Cardinal...

*
**

Pourtant, c'est bien le peuple français qui, de par la moyenne de ses ressources personnelles, est le plus riche entre tous.

Près de la moitié de l'or thésaurisé dans le monde par les

particuliers appartient aux seuls français. Ils en détiennent pour 6 à 7 milliards de dollars, suivant les estimations, sur un total de 14,8 pour l'humanité entière. Le « bas de laine » de nos compatriotes se chiffre donc, en prenant la moyenne des calculs publiés, à 37.750.000.000 de F lourds. Cela veut dire 3 billions 750 milliards de F légers (18).

Quant à leurs économies, elles se montent au 1^{er} juin 1971 à, environ, 342 milliards de F lourds, dont plus de 114 milliards — c'est-à-dire plus de 11 billions 400 milliards de F légers — rien que sous forme de billets de banque déposés dans les Caisses d'Epargne et de Prévoyance (76.226.747.000 au 1^{er} juin) et des Caisses Nationales d'Epargne (37.672.000.000 au 1^{er} janvier 1971). Ces 114 milliards représentent 45 % de toute l'épargne liquide, et 1/3 de l'ensemble, y compris billets et dépôts à vue, engagements et contrats d'épargne, placements d'assurance, achats de titres, obligations, hypothèques, bons du Trésor, etc... (19).

C'est en France également que l'on dépense le plus, par tête d'habitant, aux jeux de toutes sortes. Rien qu'aux courses, en 1969, jusqu'à 15 milliards de F (soit 1 billion 500 milliards de F légers) pour l'ensemble des paris, déclarés et dissimulés (20). A cette somme stupéfiante, il faut ajouter celles qu'on dépense dans les Casinos, contrôlés et clandestins (dans les seconds autant que dans les premiers), et à la Loterie Nationale (21).

Ce sont encore les Français fortunés qui se trouvent en mesure, à la première alerte, de sortir clandestinement et rien qu'en trois jours 1,5 milliard de F lourds; en expatriant au total, suivant la période envisagée, quelque 16,5 à 20 et puis à 30 milliards des mêmes francs (soit jusqu'à 3 billions de F légers), comme cela eut lieu en mai-décembre 1968 (22).

Enfin, si chacun de nos enrichis par la politique possède plusieurs châteaux, villas ou immeubles, 40 % des Français habitent les maisons ou immeubles dont ils sont propriétaires, tandis que 25 % des possédants préfèrent les louer, pour en tirer un profit pécuniaire (23). Et si, en France, 2.459.840 personnes actives (dont 1.700.000 chefs de famille) sont des agriculteurs-exploitants, on y dénombre 10 millions de propriétaires fonciers (24).

Notons, pour en finir, que c'est précisément grâce à une quantité incroyable de différents revenus parallèles, que 4 salariés sur 5 se contentent, chez nous, de ces bas salaires, qui seraient jugés inadmissibles ailleurs. C'est pourquoi aussi, de tous les pays pleinement développés, c'est en France qu'il y a le moins de salariés, en proportion du nombre d'habitants, les travailleurs étrangers exclus. Il en est de même, les étrangers déduits, pour le nombre des personnes actives : 16,9 millions en France, contre 26,5 en Allemagne (25). En revanche, c'est en France qu'on compte 2.000.000 de chasseurs, contre 200.000 en Angleterre, 150.000 en Allemagne, et encore moins en Pologne, pourtant pays de chasse par excellence (26).

Toute cette richesse extraordinaire du plus grand nombre des Français n'est pas à nous surprendre, dès que l'on apprend ses origines (27). Mais, face à ces nantis, la pauvreté inimaginable des laissés pour compte paraît d'autant plus paradoxale. Et ce contraste, hélas, ne trouve d'explication que dans un manque d'humanité chez des gouvernants se voulant « latins » à retardement et traitant les Français de « veaux »...

Rien ne peut mieux l'illustrer que l'éventail de l'ensemble des revenus de nos contribuables. Rappelons leur écart, tel qu'il fut établi pour l'année 1966 et publié, avec 4 ans de retard, par l'INSEE :

Revenus bruts (avant l'impôt) :

1 contre 602, — Soit 166 F de pension contre 100.000 F de revenus bruts par mois, et

Revenus imposables :

1 contre 432 — Soit 166 F contre 71.800 par mois, après déductions, abattements, quotients, décotes et autres remises autorisées.

Revenus nets (après l'impôt) :

1 contre 320 — Soit 166 F contre 53.000 par mois laissés au contribuable, une fois l'impôt payé.

Cela signifie, en francs légers : 16.600 F contre, respectivement, 10 millions de revenus mensuels déclarés et 5 millions 300 mille de revenus mensuels imposables (28).

Il s'en suit que les 12 millions de contribuables en France (pour 20 millions de personnes actives, y compris les étran-

gers, en 1970) supportent allègrement une imposition fiscale, directe et indirecte — au profit de l'Etat, des Départements et des Communes —, qui absorbe 25 % du revenu national (29); et passe, de 100 milliards en 1959, à 320 milliards de F lourds en 1969 (30). Et cela à l'exclusion des contributions parafiscales, en particulier d'une bonne vingtaine de quêtes par an, dont certaines rapportent jusqu'à 2,8 milliards, comme celle au profit de la Recherche Médicale, en 1970 (31). Notons, en passant, que les impôts locaux, uniquement directs, des départements et communes, représentent 38 % de l'impôt sur les revenus des personnes physiques (32).

Qu'il me soit permis de préciser que cette fabuleuse richesse, en avoirs et en gains, est le fait tant des possédants survivants, que de nos nouveaux-riches. De ceux que j'appelle les Politocrates; autrement dit, politiciens de profession œuvrant à notre étatisation progressive... Régime incontestablement idéal pour les successeurs des Faure-Rocard-Marchais, devenant profiteurs de la Nouvelle Société, par le cumul des deux pouvoirs d'exploitation de l'homme par l'homme : l'économique et le politique (33).

En socialisant la production, ne conservent-ils pas jalousement le système capitaliste de la consommation, en s'attribuant la meilleure part des biens terrestres... N'est-ce point en URSS qu'une démocratie nouvelle assure son propre bien-être en baissant — à volonté — le niveau de vie des travailleurs, pour couvrir le déficit d'une économie étatisée.

*
**

D'ores et déjà, au train de vie fastueux de notre Politocratie nationale, cherchant à régenter le peuple au nom de l'Etat-Patron, s'oppose le dénuement d'une minorité sacrifiée. Et, tandis que la débrouillardise des premiers se manifeste sous couvert de services rendus à la « socialisation » de notre Société, une législation adroitement maniée interdit aux seconds tout accès à une vie décente.

Tel est le sort réservé, non seulement aux salariés à 400 F de paye mensuelle en 1971, mais aussi et surtout à certaines catégories de retraités. La duplicité exercée à leur encontre apparaît, dès que l'on découvre quelques-uns des procédés

appliqués aux 950.000 victimes, déjà nommées, d'une véritable ségrégation sociale.

Pour apprécier leur efficacité, rien ne vaut l'énoncé de ceux d'entre eux qui permettent — dans un cas concret et dont je garantis l'authenticité — d'attribuer à un retraité une pension de 280 F par mois, après 41 ans et 9 mois de salariat à son actif !

On aboutit à ce résultat, en lui refusant froidement l'homologation de 21 années de travail, sur plus de 31 en France, et près de 10 en URSS. Pays, où il se trouva retenu, encore enfant, depuis la guerre et la révolution de 14-17. Voici donc les années et les motifs de ce refus :

— 5 années de salariat, à l'âge de 60 à 65 ans, sous prétexte d'une substitution, soi-disant obligatoire, de la Pension-Vieillesse à une Pension-Invalidité non-payable et non-payée; c'est-à-dire fixée théoriquement et aussitôt suspendue, du fait de la poursuite de l'activité salariée, passés les 60 ans. De la sorte, et sans en éprouver la moindre gêne, la Sécurité Sociale pénalise — par rapport à un salarié en parfaite santé — tout invalide travaillant à plein temps et cotisant à plein tarif, avec l'autorisation de sa Caisse.

— 10 années de salariat en URSS, considérées comme inexistantes, ne donnant droit à aucun point de retraite, contrairement à ce qui se passe dans d'autres pays. Ne serait-ce que chez notre voisin, où le Gouvernement de Bonn valide les 25 années de chômage des 200 à 250.000 Allemands, qui reçoivent aujourd'hui l'autorisation de quitter la Pologne. Et cela, bien entendu, en les dispensant d'un quelconque rachat de cotisations... Mais l'un de nos ministres, M. Pleven, n'a-t-il pas déclaré, à propos d'une situation autrement scandaleuse, que nous n'avons aucun besoin de prendre exemple de l'Etranger... Etant sous-entendu que le Français est bien l'être le plus intelligent du monde. Surtout lorsque, dans l'art de gouverner, il fait sienne la tournure d'esprit des anciens Romains, ses maîtres de jadis (34).

— Enfin, plusieurs années, durant lesquelles certains patrons ne versèrent pas les cotisations requises à la Sécurité Sociale. Cette Administration faisant perdre à l'intéressé une partie de ses droits à la retraite, en reportant, en toute sim-

plicité, sur le salarié la responsabilité d'une faute commise par l'employeur.

— Ainsi ne sont plus comptabilisées toutes les années de travail du même salarié en fin de sa carrière, quand il commença à recevoir les salaires les plus élevés. Tandis que seules les années antérieures se trouvent retenues par la Sécurité Sociale, celles du travail à mi-temps ou à des salaires au rabais ; lors de l'adaptation de la victime de ce calcul inversé à la vie en France, après sa sortie de l'URSS.

*
* *

Inutile de préciser qu'aucun des 950.000 assujettis à ces tours de passe-passe ne peut obtenir justice. Il a beau travailler toute sa vie, même de 15 à 70 ans, il courra toujours le risque de ne faire valoir qu'un nombre d'années inférieur aux 30 requises pour une retraite sans réductions.

Faut-il ajouter que ce ne sont naturellement pas les pontifes de nos Syndicats professionnels qui interviendraient en faveur d'un salarié, politiquement neutre ou insuffisamment engagé...

Dans l'attente de leur tour à poursuivre la socialisation du pays, leur opposition à la politique des confrères au pouvoir n'est que de façade. N'acceptent-ils pas du Gouvernement en place des cadeaux, sous forme, par exemple, de quelque 750 millions d'AF, pour « l'éducation et formation Syndicale » des ouvriers ; syndicale et non professionnelle !... Et ne se voient-ils pas gratifier personnellement de sinécures grassement rétribuées. De fauteuils, tantôt aux Conseils d'administration de la SNCF ou des Charbonnages de France, tantôt à la Communauté Economique Européenne ou une multitude d'autres Offices internationaux, avec, en plus des salaires, des avantages en nature incalculables... Sinon, tout bêtement, d'un siège à notre Conseil Economique et Social, à Paris, avec « seulement » 500.000 AF de gratification mensuelle, en supplément des traitements cumulés par ailleurs (35). A moins que, pour satisfaire une ambition particulière, ils n'obtiennent une chaire d'Université, n'étant titulaires que d'un certificat d'études primaires (36).

Mais quel est le salarié ou retraité, dépourvu de protection politique, qui n'aurait pas été à même de juger, à la suite d'un

contact personnel, l'inutilité de ces défenseurs patentés des travailleurs...

Il y a un certain nombre d'années, me trouvant à la recherche d'un emploi de correcteur ou de metteur en pages, je me vis condamné à un chômage forcé. A l'époque, en effet, une stipulation particulière des Conventions collectives interdisait à un employeur éventuel mon engagement, comme celui d'un candidat n'étant pas **ENCORE** syndiqué. Mais, d'autre part, se retranchant derrière un certain paragraphe de leurs Statuts, les trois Syndicats des travailleurs de l'imprimerie me refusèrent l'adhésion à chacun d'entre eux, parce que je ne tenais pas **DEJA** d'emploi salarié dans la profession... Aucun des Syndicats en question n'a été capable de rompre le cercle vicieux, qu'ils avaient créé eux-mêmes.

Bref, quoi qu'il fasse, un travailleur sans appui politique n'obtient jamais une interprétation favorable d'une loi mal rédigée, la modification d'un texte administratif créant une injustice, ou le bénéfice d'une exception à la règle, comme cela est d'usage entre les Princes qui nous gouvernent (37). Qu'il s'adresse, en remontant la filière, jusqu'à tel ou tel autre ministre, ne serait-ce que de la Santé, ou de son sous-ministre des Affaires Sociales... Partout leurs Services, ne s'embarrassant pas de considérations humanitaires, acculeront inmanquablement à la misère ou la mendicité les 950.000 parias de notre Sécurité Sociale.

J.-E. CHELDON

(1) Charles de Gaulle. Au fil de l'épée ; cité d'après le livre de Fabre-Luce : Le plus illustre des français (Julliard, 1960, page 20).

(2) Quelques chiffres, pris au hasard, suffisent à illustrer l'irresponsabilité des politiciens s'attribuant la gestion de l'économie nationale d'un pays : Ainsi, le déficit des entreprises nationalisées, prévu pour l'année 1968, se montait à 28 milliards, et avec celui du budget de l'Etat — à 35 milliards de francs lourds (Richard de la Croix. Budget. « Monde et Vie » de novembre 1968 ; Martin Lourique. Le Super-impôt familial (« Minute » du 8 janvier 1969).

Le devis initial de l'Usine de Pierrefitte était de 1,5 milliard, aujourd'hui sa construction est évaluée à 9 milliards de francs (Sous le Projecteur. « Le Spectacle du Monde » de juillet 1971).

Le prix des Abattoirs de la Villette est passé de 120 millions, primitivement fixés, à 1 milliard de francs lourds en 1969 (Pierre Toulza. Un Vertige technostructurel. « Le Spectacle du Monde » de mai 1971).

Au 1^{er} mai 1971, le Concorde, avion de prestige à l'usage des politiciens et des milliardaires, a coûté déjà 5 fois plus cher que prévu, soit 11 milliards de francs, au lieu de 2,3 (Pierre Toulza. *Ibid.* ; Pierre Lindé. La Politique dans le projet Concorde. « Le Spectacle du Monde » d'avril 1969).

- (3) Journal de l'Année 68-69 (Ed. Larousse). Dans l'agriculture : 1.700.000 chefs de famille (L'Histoire à bout portant. « Le Spectacle du Monde » de décembre 1968).
- (4) Note no 8.328 communiquée à l'auteur par le Centre 321 de la Caisse parisienne de la Sécurité Sociale ; Merry Bromberger. La bureaucratie qui tue (« Le Spectacle du Monde » de mars 1970).
- (5) Pour l'année 1968, on dénombre : 7.185.040 fonctionnaires et employés, 7.451.380 ouvriers (dont 3.100.000 étrangers et 436.920 chômeurs enregistrés) et 578.800 salariés agricoles (Journal de l'Année 68-69, déjà cité).
Suivant les statistiques de la C.I.T., parmi les ouvriers étrangers il y avait 450.000 chômeurs, dont la plupart non-enregistrés officiellement. Pour le nombre de ces ouvriers, voir : L. Rioux et F. Jacques. Trois millions d'étrangers en France (« Le Nouvel Observateur » du 23 mars-4 avril 1971) ; Richard de la Croix. Les salariés étrangers (« Monde et Vie » de février 69) ; et « Valeurs Actuelles » du 10-18 mars 1969, page 5).
Déjà en 1967, on comptait 3.541.281 fonctionnaires, dont voici la répartition : Etat : 1.868.000, Administrations publiques : 1.046.690 et Administrations locales : 626.590 (« Le Dauphiné Libéré » du 23 mars 1970).
- (6) Gérald Gohier. Les Compagnies aériennes en crise (« Le Spectacle du Monde » d'avril 1971).
- (7) Voir annotation (5).
- (8) « Le Dauphiné Libéré » du 4 novembre 1970.
- (9) On compte un peu moins de 1 million de Smic'ards, y compris les salariés agricoles (« Quid » de 1970, page 1252). D'après l'enquête de l'I.F.O.P., il y en aurait 500.000 dans le commerce surtout, et 250.000 dans l'agriculture (« Le Dauphiné Libéré » du 20 juin 1970).
- (10) Constatations faites par l'auteur dans différentes villes de province.
(10 bis) « Le Monde » du 30 avril 1970.
- (11) « Information Première » à la 1^{re} Chaîne de la Télévision Française du 24 août 1970.
- (12) M. Fourastié, président de la Commission de la main-d'œuvre du Commissariat au Plan, évalue le nombre des chômeurs, suivant le critère d'estimation utilisé, jusqu'à 1.400.000, avec les non-inscrits officiellement (R. de la Croix. L'Intendance ne suivait pas. « Monde et Vie » de juin 1969) Robert Barrat. Le Chômage menace les jeunes français (« Paris-Match » du 30 octobre 1970).
- (13) Richard de la Croix. Budget (*Ibid.*) ; même auteur : Les Boutiquiers se mettent en colère (« Monde et Vie » d'avril 1969).
- (14) Gérald Gohier. La Suède, va-t-elle sortir du cocon socialiste (« Le Spectacle du Monde » d'août 1968) ; M. Beauchaine. Le Chat noir de J.-J. S.-S. (« Le Spectacle du Monde » de mars 1970).
- (15) « Information Première » (Emission à la 1^{re} Chaîne de la Télévision française du 24 août 1970).
- (16) 2.300.000 retraités n'ont qu'une pension de 170 à 278 francs par mois de la S.S. et 100 francs du Fonds National de Solidarité. (« Le Monde » du 24 juillet 1970 et des 10 et 20 avril 1971 ; Gilbert Mathieu. Une certaine résignation. « Le Monde » du 22 avril 1971 ; Le mensuel « Vivre » de la FNBPC de juillet 1971).
- (17) Editorial : La Retraite à 60 ans. (« Troisième Age » de mai-juin 1971) ; « Le Monde » du 24 juillet 1970.
- (18) Voici, exprimé en dollars, le recensement de l'or dans le monde, en 1968 :

	TOTAL	En France
Détenu par les banques centrales	45 milliards	5,2 milliards
Détenu chez les particuliers,	37	?
dont en bijouterie et sous	22,2	?
forme industrielle		
en thésaurisation	14,8	6,5

L'évaluation minimale de 6 milliards de dollars a été avancée par un financier américain, M. Pick. Mais le tableau ci-dessus est dressé d'après celui du « Spectacle du Monde » d'avril 1968, l'article de Jacques Mornand : Le Bas de laine (« Le Nouvel Observateur » du 3-9 novembre 1969) et la déclaration de M. Giscard d'Estaing, suivant laquelle l'or monétaire détenu

par les Français se chiffrait par 7 milliards de francs (en pièces d'or), déclaration du 8 septembre 1969, à la 1^{re} Chaîne de la Télévision française.

(19) Relevés de l'Union Nationale des Caisses d'Épargne, communiqués à l'auteur ; Sous le Projecteur. « Le Spectacle du Monde » de mars 1970 ; « Le Monde » du 16-17 août 1970.

Selon M. Ambroise Roux, Directeur général de la Compagnie Générale d'Electricité, au 31 décembre 1968, après la fuite massive à l'Étranger des capitaux privés, l'épargne liquide en billets de banque des particuliers se montait à 187 milliards de francs lourds. (« Le Spectacle du Monde ». *Ibid.*).

(20) Richard de Lesparde. La Mafia du tiercé. (Ed. Publications Premières. 1970, page 183) ; sur les 15 milliards joués aux courses, seulement 7 sont déclarés au Ministère des Finances.

D'après les Renseignements Généraux, en 1969, « 6 millions de français jouent régulièrement au tiercé et 12 millions irrégulièrement, mais assez souvent. » Leur « moyenne des enjeux était de 8 francs par joueur ». En 1969, les enjeux officiellement enregistrés par le Ministère dépassaient les 5 86 000 000 francs lourds, dans les bureaux du P.M.U., et les 981 000 000 francs lourds sur les hippodromes. (Communiqué à l'auteur par un officier des Renseignements Généraux).

(21) Je ne donne pas les sommes de dépenses dans les Casinos et à la Loterie Nationale, ne disposant que des chiffres publiés par les « Quid » des années 1970 et 1971, mais de façon par trop négligente, sans précisions requises, sans références aux sources, etc.

A voir : J.-P. Maury. La Loterie Nationale. (« L'Actualité » du 2-8 avril 1970).

(22) J. Mornand. Les 6 jours de Giscard. (« Le Nouvel Observateur » du 1-7 septembre 1969) ; M. Bosquet. Au Bord de la faillite (« Le Nouvel Observateur » du 8-14 septembre 1969) : L'Histoire à bout portant (« Spectacle du Monde » décembre 1968). Sous le Projecteur. « Le Spectacle du Monde » de juin 1971.

(23) « Le Monde » du 26 mars 1971.

(24) « Le Monde » du 20 avril 1971.

(25) D. Martin. L'Armée de la subversion (« Monde et Vie » de janvier 1969).

(26) Reportage. (« Paris-Match » du 14 août 1971).

(27) L'explication de la provenance et de l'accroissement de cette stupéfiante richesse sera donnée dans l'une de mes prochaines études, quitte à froisser les sentiments de certains super-patriotes, substituant à l'amour de son peuple, l'adoration de l'État.

(28) « Le Monde » du 1^{er} septembre 1970.

(29) Raymond Bourguine. Le Portugal des réalités (« Le Spectacle du Monde » de juillet 1971).

(30) Richard de la Croix. Les Boutiquiers se mettent en colère (« Monde et Vie » d'avril 1969).

(31) « Le Monde » du 8 mai 1970 (page 12).

(32) « Le Monde » du 13 octobre 1970.

(33) Voir mes études dans « Défense de l'Occident » de janvier et de juillet-août 1969, et d'avril 1970.

(34) De ces Romains, lesquels, cinq siècles durant, extorquaient à coups de verges l'impôt de ses ancêtres gaulois, ou les vendaient en esclavage, jusqu'à leur libération par les Germains.

(35) « Valeurs actuelles » du 17-23 mars 1969.

(36) « Le Monde » du 13 août 1971.

(37) Ne font-ils pas voter, par exemple, des lois exonérant certains d'entre eux des droits de succession, pour services rendus à l'État dans l'accomplissement d'une tâche, déjà rémunérée de leur vivant. (« Le Dauphiné Libéré » du 16 décembre 1970).

GIANFRANCO DE TURRIS

Présentation de Julius Evola

L'œuvre de Julius Evola est à peu près inconnue en France bien que plusieurs maisons d'édition commencent à s'intéresser à elle et que des traductions soient en préparation. Nous avons voulu présenter à nos lecteurs l'un des rares écrivains anticonformistes de l'Italie actuelle dont l'influence sur la jeunesse est de plus en plus grande. Julius Evola est à la fois un philosophe, un historien des civilisations et un admirateur des traditions hindouistes. Son œuvre peut être comparée à celle de René Guénon avec laquelle elle a de nombreux rapports, avec celle de Lanza del Vasto, par certains aspects plus épisodiques à celle d'Armand Carrel. L'introduction qui suit, due à notre ami italien Gianfranco de Turrus, donnera une idée de sa richesse et de sa diversité.

Il n'y a pas longtemps Alberto Arbasino, qui est un des plus snobs des intellectuels italiens, consacrait un article aux « maîtres occultes » de la culture contemporaine. Selon lui, ce titre était mérité principalement par deux écrivains français, Bataille et Klossowski. Nous croyons tout au contraire que, si ce titre peut s'appliquer à quelqu'un, il conviendrait particulièrement à deux personnalités, celle d'un Français et celle d'un Italien qui ont véritablement influencé d'une façon occulte et souterraine la culture des cinquante dernières années : René

Guénon et Julius Evola. C'est de ce dernier en particulier que nous voulons parler ici.

Présenter Evola n'est pas une tâche simple, parce que ce n'est pas un de ces auteurs dont il est possible de résumer l'œuvre en quelques lignes, soit à cause de l'originalité de sa pensée, soit à cause des directions multiples dans lesquelles il a cherché sa voie. Nous essaierons, toutefois, d'indiquer à nos lecteurs les principaux points de la carrière de Julius Evola caractérisée par la profondeur et le sérieux avec lesquels il s'est occupé de problèmes en apparence divers, artistiques, philosophiques, ésotériques, politiques, etc.

Né à Rome en 1898 dans un austère palais du centre de la ville où habitait son tuteur, Evola se forma d'abord en lisant Nietzsche, Weininger et Michelstaedter, puis il adhéra au groupe de Lacerba, au futurisme de Marinetti, au dadaïsme de Tzara, personnages qu'il connut tous personnellement : son nihilisme à cette époque n'était pas seulement une révolte contre *la bêtise bourgeoise*, il exprimait aussi et surtout sa volonté d'aller au-delà des informations apportées par les sens et de l'expérience normale des réceptions sensorielles à l'état de veille. C'est bien ainsi que cette série d'expérience a été comprise par son récent historiographe, Adrien Romualdi, dans la biographie qu'il vient de lui consacrer, chez l'éditeur Volpe, à Rome en 1970 *Julius Evola; l'huomo e l'opera*. De cette phase activiste de la vie d'Evola dans laquelle on « contestait » violemment les formes artistiques sclérosées léguées par le XIX^e siècle demeurent de nombreux articles, des poésies diverses, un grand poème écrit en français et un certain nombre de peintures, le tout réalisé entre 1916 et 1922. Evola n'en renie rien, mais l'homme qu'il fut à cette époque, il le regarde comme un écrivain mort depuis longtemps, jugement catégorique qui ne l'empêche pas à cinquante ans de distance d'être maintenant « découvert » par la critique : une exposition organisée en 1966 attira l'attention sur quelques-uns de ses tableaux de cette époque auxquels rendirent hommage des spécialistes éminents de la critique d'art, aussi bien à l'étranger qu'en Italie. Un

de ses tableaux appartient actuellement à la Galerie Nationale d'Art Moderne de Valle Giulia à Rome.

Après de fortes études mathématiques, Evola s'intéressa aux philosophies ésotériques et se mit à rédiger des livres d'une haute spécialisation philosophiques consacrés tout particulièrement aux doctrines de l'Orient (le Tantra, le Taoïsme) dont il devint un adepte si convaincu qu'il n'hésita pas à se joindre à l'expérience originale tentée par le « groupe de Ur ». Le mot Ur, explique Evola lui-même dans son livre autobiographique, *Camino del Cinabro*, est une racine sémantique qui désigne le feu et en même temps tout ce qui est primordial, essentiel. Sous ce nom se fit connaître un groupe de personnes qui, au commencement de 1927, se donna comme objectif d'appliquer à leur propre vie les disciplines ésotériques et initiatiques, non seulement en en faisant connaître les principes, mais en en mettant également les vertus en pratique. Sous la direction d'Evola parurent entre 1927 et 1929 trente-six fascicules monographiques coordonnés entre eux de manière à offrir une exposition progressive de la pensée traditionaliste des sages de l'Inde dans une revue qui porta d'abord le titre de *Ur* puis de *Krur*, avec le sous-titre, *Essai d'introduction à une science du moi*.

En 1930, ces divers textes furent réunis en trois volumes tirés seulement à cinquante exemplaires sous le titre d'*Introduction à la magie*. Mais le mot de magie avait pour Evola et ses collaborateurs une signification particulière. Dans *Camino del Cinabro*, Evola explique que ce terme était pris dans un sens transcendant qui n'avait rien de commun avec la signification populaire du mot ou sa signification dans l'antiquité, parce qu'il ne s'agit pas de pratiques ou de superstitions ou de tout autre phénomène paranormal. En parlant de magie Evola voulait dire que les préoccupations de son groupe avaient d'abord pour objet l'approfondissement de la science initiatique des sages, capable de conférer à l'homme qui s'en pénètre la maîtrise de son corps, de sa pensée, de son action. Le « groupe de Ur » ne limita pas son action à l'exposition théorique, mais il entreprit de

former des adeptes, tentative qui ne fut pas absolument couronnée de succès. Pour Evola, cette discipline a une manière d'échapper aux contraintes et aux servitudes du monde moderne et de réaliser pleinement sa personnalité par la maîtrise de soi.

A la suite de cette expérience, Julius Evola publia deux livres assez spéciaux, *La Tradizione hermetica* (La tradition hermétique) et *schere e volto dello spiritualismo contemporaneo* (Visages et déguisements du spiritualisme contemporain). Le premier de ces livres est un examen extrêmement original de la signification magique, ésotérique et symbolique de l'alchimie. Le second est une critique très violente du charlatanisme ésotérique qui, selon Evola, au lieu d'élever l'homme au-dessus du rationalisme moderne et du matérialisme l'abaisse encore davantage, et sous ce terme, Evola condamne à la fois le spiritisme, la théosophie et la psychanalyse.

L'année 1934 fut celle pendant laquelle Evola publia l'œuvre qui est peut-être l'expression la plus vigoureuse de sa pensée, *Rivolta contro il mondo moderno* (La Révolte contre le monde moderne) une somme monumentale qui n'a encore jamais été dépassée jusqu'à ce jour de renseignements et de connaissances, au moyen desquelles l'auteur reconstitue ce qu'il appelle le monde de la tradition et montre par quels cheminements et par quelles déviations s'en sont dégagées les aberrations du monde moderne. Pour comprendre l'originalité du point de vue auquel se plaçait Evola, il suffit de lire attentivement les quelques lignes qu'il plaçait en préface : « En somme, la matière dont nous nous occuperons principalement est celle où tout ce qui a une valeur *historique* ou *scientifique* est éliminée et où, au contraire, tout ce qui est mythe, légende, saga, et qui à ce titre est destitué de toute vérité historique et de toute force démonstrative sera l'objet de nos recherches, parce que cela nous apparaît comme contenant par son caractère même une vérité supérieure et devient par là à nos yeux, le moyen authentique d'une connaissance plus réelle et plus sûre de l'histoire humaine. Notre position fondamentale consiste à opposer la *doctrine traditionnelle* à la *culture profane* ».

On peut imaginer quelles furent devant un tel manifeste les réactions des historiens. En fait le livre de Julius Evola n'est pas une histoire de la civilisation, mais une *antihistoire*, il ne décrit pas *l'évolution* de l'humanité mais au contraire sa *décadence* et ce qu'il appelle son *involution*.

En partant de ces principes, trois ans plus tard, Evola analysa à fond comme exemple de la résonance et de la valeur efficace des mythes *Il misterio del Graal* (Le mystère du Saint Graal) en montrant tout ce que ce mythe avait apporté à la pensée politique des grandes périodes historiques. De cette exploration psychologique, Evola tira une fresque magnifique qui n'a rien à voir avec la pédanterie des spécialistes de la philologie classique.

Les années suivantes de la carrière de Julius Evola furent orientées vers l'étude de la race, et vers des questions politiques plus théoriques que concrètes. C'est de cette période de sa vie, en 1943, que date sa fameuse *Dottrina del risveglio* (Doctrine du réveil) « essai sur *l'ascèse bouddhiste* », comme le disait le sous-titre, qui reçut par suite l'agrément de la célèbre Pali Society, le plus illustre centre des études bouddhistes dans le monde.

Les années de guerre bouleversèrent la vie de Julius Evola. En avril 1945, alors qu'il se trouvait à Vienne occupée par les Soviétiques où il se livrait incognito à ses recherches, il fut atteint au cours d'un bombardement par un éclat de bombe qui lui infligea une grave lésion de la moëlle épinière et qui eut pour conséquence une paralysie partielle des membres inférieurs. Il dut passer deux années entières en clinique et c'est seulement en 1948 qu'il revint en Italie à l'hôpital militaire de Bologne. Pendant cette période d'immobilité et de méditation, il revint à un de ses manuscrits de jeunesse commencé en 1927, *La teoria del individuo assoluto* (La Théorie de l'individu absolu) auquel il apporta d'importants compléments et de modifications, mais qu'il n'a pas voulu jusqu'ici livrer à la publication.

L'après-guerre fut pour Julius Evola une époque de bilan, de mise au point, de remaniement de ses pensées et de ses théories. Evola à cette époque s'employa à re-

voir les textes d'un certain nombre de ses œuvres antérieures qui avaient été épuisées en librairie et, également à cette date, il écrivit quelques-unes de ses œuvres les plus importantes : sur la politique, *L'Homme parmi les ruines*, sur le problème sexuel, *La Métaphysique du sexe*, sur l'existentialisme, *Chevaucher le tigre*. Ces œuvres représentent sa position définitive sur quelques problèmes particuliers importants et paraissent capitales à ceux qui croient qu'une « contestation » véritable de notre société matérialiste de masse peut se faire, non pas en s'appuyant les théories de Marcuse, mais au moyen d'une pensée bien plus sérieuse et bien plus cohérente que la sienne : et si, en effet, en mai 1968, la pensée de Marcuse fut préférée à l'œuvre de Julius Evola, il n'en est plus de même aujourd'hui en Italie, où, rapidement, se fait jour son influence dans les milieux intellectuels et en particulier parmi les jeunes.

Aujourd'hui la position de Julius Evola est encore celle d'un maître *occulte* bien que son autorité s'établisse peu à peu et qu'il ait réussi à obtenir finalement la louange des spécialistes pour les différentes parties de son œuvre, aussi bien en ce qui concerne celles qui sont consacrées à la politique que son étude des problèmes sexuels ou des questions qui touchent à la philosophie orientale. Maître occulte, il l'est encore par sa répugnance à toute publicité et par ses rapports avec des personnalités de tous genres qui l'ont rencontré en différentes occasions et qui continuent à avoir recours à son expérience et à ses conseils, bien que certaines d'entre elles ne tiennent pas du tout à ce que le public sache quoi que ce soit de ces relations. Maître occulte aussi, parce que aujourd'hui encore très peu de gens consentent à admettre son influence, maître occulte, parce que ses idées et des livres ont réussi à percer malgré l'obscurantisme et la puérilité actuels de la culture italienne, mais aussi maître difficile, comme l'écrivait un lecteur à un hebdomadaire qui avait cité Evola sans en comprendre la pensée.

En fait, Evola s'adresse aux hommes qu'il a définis comme appartenant à une « élite spirituelle »... Et lui-

même qui a défini ainsi ceux qu'il place dans cette catégorie. Ce sont, dit-il, les hommes qui sont capables d'assumer une position active aussi bien que passive à l'égard de ce qui en eux relève de l'instinct, de la passion, de l'impulsion, de l'affectivité, de l'animalité. Ce sont ceux qui, au moins en partie, possèdent en eux-mêmes un principe que la philosophie antique appelait la souveraineté intérieure. En ce qui concerne la vie sexuelle comme dans tous les autres domaines, ces hommes ont pour devise de ne se permettre s'ils le veulent, que ce dont ils savent que leur volonté leur permettra toujours de s'abstenir.

Tel est donc aujourd'hui Evola, un des maîtres occultes de la culture italienne comme Guénon l'a été pour la culture française. Le fait qu'il soit redécouvert à notre époque de crise idéologique est peut-être un signe des temps. Son destin, comme l'a remarqué justement Romualdi dans la monographie que nous citons au début de cet article, n'est pas le destin de ceux qui s'obstinent et s'accrochent à des positions d'avant-garde. Ce n'est pas non plus celui de la bohème, ni du progressisme des esprits débiles à la recherche d'une équivoque liberté. Sa discipline du refus et du non-conformisme est pour lui un moyen de rendre leur rang aux valeurs qu'il regarde comme positives.

GIANFRANCO DE TURRIS.

Un extrait de : « L'Homme parmi les ruines »

Si plusieurs ouvrages scientifiques de Julius Evola ont été traduits en France et sont connus aujourd'hui des spécialistes que ces questions intéressent, son œuvre politique, en revanche, est à ce jour entièrement inédite. Nous donnons ci-dessous un extrait de l'ouvrage politique le plus important de Julius Evola Gli uomini e le Rovine, (L'Homme parmi les ruines), qui fut publié pour la première fois en Italie en 1953 avec une préface du prince Valerio Borghese, le glorieux commandant de l'escadre Decima Mas pendant l'année de la République Sociale Italienne, et qui a été réimprimé en 1967 par notre ami, l'éditeur Giovanni Volpe. Cette deuxième édition d'un ouvrage qui est considéré par l'auteur lui-même comme le manifeste le plus complet de ses positions culturelles, idéologiques et politiques est déjà épuisée et une troisième édition est actuellement en préparation chez le même éditeur. Le fragment que nous reproduisons est le premier chapitre du livre, intitulé Révolution, Contre-Révolution. Tradition.

L'HOMME PARMIS LES RUINES

CHAPITRE PREMIER

Révolution - Contre-Révolution - Tradition

Face aux formes extrêmes que revêt, dans le domaine politico-social, le désordre contemporain, diverses forces ont cherché, de nos jours, à organiser des moyens de

défense et de résistance. Il importe de se rendre compte que ces efforts sont vains, même à titre de simple démonstration, si l'on n'attaque pas le mal à la racine, à savoir, en ce qui concerne le cycle historique auquel nous limiterons ici notre étude, la *subversion déclenchée en Europe par les révolutions de 89 et de 48*. Il faut prendre conscience de ce mal sous toutes ses formes et à tous ses degrés. Le problème fondamental consiste à déterminer s'il existe encore des hommes capables de repousser toutes les idéologies, toutes les formations et les partis politiques et partisans qui dérivent, directement ou indirectement, de ces idées, c'est-à-dire, en fait, tout ce qui va du libéralisme et de la démocratie au marxisme et au communisme. La contrepartie positive qu'il faudrait donner à ces hommes, c'est une orientation, une base solide constituée par une vision générale de la vie et une doctrine rigoureuse de l'Etat.

Le mot d'ordre pourrait être « contre-révolution ». Mais les origines révolutionnaires sont désormais lointaines et pratiquement oubliées, la subversion s'est installée depuis longtemps, au point d'apparaître comme quelque chose d'évident et de naturel dans la plupart des institutions en vigueur. Cette formule ne vaudrait donc que si l'on visait les ultimes étapes que la subversion mondiale cherche à couvrir grâce au communisme révolutionnaire. Sinon mieux vaut recourir à un autre mot d'ordre : celui de *réaction*.

Le fait qu'on n'a pas peur de l'adopter, et, partant, de se déclarer *réactionnaire*, est une pierre de touche. Depuis longtemps, les milieux de gauche ont fait du mot « réaction » le synonyme de toutes les iniquités, de toutes les infamies ; ils ne perdent aucune occasion de stigmatiser, par ce terme, tous ceux qui ne se prêtent pas à leur jeu et ne suivent pas le courant, ce que la gauche considère comme le « sens de l'histoire ». Si cela est naturel de leur part, ce qui ne l'est pas du tout, en revanche, c'est le complexe d'angoisse que le mot suscite souvent, en raison d'un manque de courage politique, intellectuel et l'on pourrait même dire physique, jusque chez les représentants d'une soi-disant Droite ou d'une

« opposition nationale ». A peine sont-ils taxés de « réactionnaires », qu'ils protestent, se disculpent, se mettent en devoir de démontrer que la façon dont on présente les choses ne correspond pas à la réalité.

Il faudrait savoir ce que l'on veut : pendant que les autres « agissent » en faisant progresser la subversion, doit-on rester sans « réagir », se contenter de les regarder en leur disant même « c'est très bien, continuez » et en leur tendant la main ? Historiquement, la seule chose à déplorer est que la « réaction » ait été inexistante, partielle ou inefficace, sans hommes, sans moyens ni doctrine adéquats, alors que le mal était encore en germe, donc susceptible d'être éliminé en cautérisant immédiatement les principaux foyers d'infection : moyennant quoi toutes les nations européennes se fussent épargnées des calamités sans nom.

Un front intransigeant et nouveau devrait donc se former, comportant des frontières rigoureuses entre l'ami et l'ennemi. Si la partie n'est pas encore perdue, l'avenir n'appartiendra pas à ceux qui se complaisent dans les cogitations hybrides et déliquescentes propres à certains milieux qui ne se déclarent pas à proprement parler de gauche. Il appartiendra à ceux qui auront le courage d'adopter une attitude radicale — celle des « négations absolues » ou des « affirmations souveraines », — pour reprendre les expressions de Donoso Cortès.

Nul doute que le mot « réaction » comporte en soi une certaine coloration négative : celui qui réagit n'a pas l'initiative de l'action ; on réagit, dans un cadre polémique ou défensif, contre quelque chose qui s'est déjà, en fait, affirmé. Précisons-le donc, il ne s'agit pas de déjouer les initiatives de l'adversaire sans disposer soi-même d'aucun élément positif. L'équivoque pourrait se dissiper si l'on associait la formule de « réaction » à celle de « révolution conservatrice », formule qui met en relief un élément dynamique, la « révolution » ne signifiant plus le bouleversement violent d'un ordre légitime constitué mais bien une action destinée à balayer un désordre qui s'est produit et à rétablir des conditions normales. Joseph de Maistre observe qu'il s'agit, plutôt

que d'une « contre-révolution » au sens étroit et polémique, du « contraire d'une révolution », à savoir d'une action positive qui se réfère aux origines. Etrange destin des mots : « révolution » dans son acception étymologique latine ne signifiait pas autre chose ; dérivé de *revolvere*, ce substantif exprimait un mouvement qui reporte au point de départ, à l'origine. Or c'est bien, à proprement parler, des origines que l'on devrait tirer la force « révolutionnaire » et rénovatrice pour combattre la situation présente.

Si l'on veut inclure l'idée de « conservation » (« révolution conservatrice »), il faut toutefois procéder avec prudence. Du fait de l'interprétation qu'en donnent les gens de gauche, se dire « conservateur » fait presque aussi peur aujourd'hui que se dire « réactionnaire ». Il s'agit évidemment de préciser ce que l'on entend « conserver ». Or, il y a bien peu de choses, aujourd'hui, qui méritent d'être « conservées », lorsqu'on se réfère au domaine concret, aux structures sociales et aux institutions par exemple. On peut le dire sans réserve en ce qui concerne l'Italie ; il y en avait davantage, naguère encore, en Angleterre et en France et plus encore dans les pays d'Europe Centrale où avaient survécu, même dans le domaine des faits, des vestiges de traditions supérieures. En fait, le terme de « révolution conservatrice » fut adopté après la première guerre mondiale par certains éléments allemands qui invoquèrent d'ailleurs des références historiques relativement proches (1). Pour le reste, il faut reconnaître la réalité d'une situation qui prête le flanc aux attaques des forces de gauche, aux yeux de qui les conservateurs défendraient, non des idées, mais les intérêts d'une certaine classe économique, la classe capitaliste, plus ou moins organisée politiquement, pour perpétuer à son propre avantage ce qui est supposé n'être qu'un régime de privilèges et d'injustices sociales. Il a donc été facile de mettre plus ou moins dans le même sac les conservateurs, les « réaction-

(1) Cf. l'excellente étude, très documentée, de A. Moiller *Die konservative Revolution in Deutschland 1918-1932* (Stuttgart, 1950).

naires », les capitalistes et les bourgeois. Ainsi a été créé un « faux objectif », selon la terminologie des artilleurs. D'ailleurs la tactique avait été la même du temps où les patrouilles de pointe de la subversion mondiale n'avaient pas encore pour drapeau le marxisme et le communisme mais le libéralisme et le constitutionnalisme. L'efficacité de cette tactique tint à ce que les conservateurs d'hier, semblables à ceux d'aujourd'hui, bien que d'une extraction incontestablement supérieure, en étaient arrivés à n'avoir essentiellement à cœur que leurs positions politico-sociales, les intérêts matériels d'une certaine classe, d'une certaine caste, et non, en premier lieu, la défense décidée d'un droit supérieur, d'une dignité, d'un héritage impersonnel de valeurs, d'idées, de principes : c'est en quoi résida leur faiblesse fondamentale.

Aujourd'hui l'on est descendu encore plus bas, si bien que l'idée « conservatrice » qu'il s'agit de défendre, non seulement ne doit avoir aucun rapport avec la classe qui, pratiquement, a pris la place d'une aristocratie déchue, savoir la bourgeoisie capitaliste, dont le caractère est exclusivement celui d'une simple classe économique — mais qu'elle doit même lui être résolument opposée. Ce qu'il s'agirait de « conserver » et de défendre « révolutionnairement », c'est une conception générale de la vie et de l'Etat qui, fondée sur des valeurs et des intérêts supérieurs, transcende nettement le plan de l'économie et donc tout ce qui peut se définir en termes de classes économiques. Par rapport à ces valeurs, pour autant qu'on se réfère à des organisations concrètes, à des institutions positives, à des situations historiques, l'économie n'est pas le facteur primaire mais seulement le facteur secondaire. Ainsi définies les choses, le refus catégorique de se ranger dans le camp où la polémique de la gauche vise le « faux objectif » en question, aurait pour résultat de la réduire à néant.

Il est clair, toutefois, qu'il ne s'agit pas non plus de prolonger, par des artifices et par la violence, des formes particulières qui se relient au passé mais ont épuisé leurs possibilités vitales et sont devenues périmées. Pour le vrai conservateur révolutionnaire il s'agit d'être fidèle, non

à des formes et à des institutions du passé mais à des *principes* dont elles ont pu être l'expression particulière et adéquate pendant une période et dans un pays déterminé. Autant ces expressions particulières doivent être, en soi, tenues pour caduques et changeantes, car elles sont liées à des situations historiques qui, souvent, ne peuvent se répéter, autant les principes correspondants gardent une valeur propre que n'affectent pas de telles contingences, autant ils demeurent, au contraire, d'une permanente actualité. Comme d'une graine, une multitude de formes nouvelles, homologues des anciennes, peut toujours en sortir qui, se substituant éventuellement — même « révolutionnairement » — aux premières, assureront une continuité au milieu de facteurs historiques et sociaux, économiques et culturels changeants. Pour garantir cette continuité, il faut tenir fermement sur les principes et abandonner au besoin tout ce qui doit être abandonné au lieu de se raidir ou de se jeter dans la gueule du loup par une sorte de panique et de chercher confusément des idées nouvelles quand éclatent les crises ou que changent les temps. C'est là l'essence du conservatisme vrai, celui où l'esprit conservateur et l'esprit traditionnel ne font qu'un. Dans sa vérité vivante, la tradition ne représente pas un conformisme passif vis-à-vis de ce qui a été, ni la continuation inerte du passé dans le présent. La tradition est, dans son essence, une réalité métahistorique et, en même temps, dynamique : c'est une force générale ordonnatrice, obéissant à des principes qui ont la consécration d'une légitimité supérieure — on pourrait dire aussi : de principes d'en haut — une force uniforme dans son esprit et son inspiration, qui s'exerce tout au long des générations en s'appuyant sur les institutions, des lois, des formes d'organisation susceptibles de présenter une grande diversité. Une erreur analogue à celle que nous venons de signaler consiste à identifier ou à confondre certaines de ces formes, appartenant à un passé plus ou moins lointain, avec la tradition en soi (1).

(1) Antonio Sardinha a eu raison d'écrire (dans *Na Feira dos mitos*) que « la tradition n'est pas seulement le passé. C'est avant tout la *permanence* dans le développement », « la *permanence* dans la continuité ».

Méthodologiquement, dans la recherche des points de références, une certaine forme historique traditionnelle pourra donc être considérée exclusivement à titre d'exemple et en tant qu'application plus ou moins exacte de certains principes. C'est là une façon de procéder parfaitement légitime, comparable à ce qu'est en mathématique le passage de la différentielle à l'intégrale. Il n'y a pas lieu, dans ce cas, de parler d'anachronisme ni de « régressisme » car on ne « fétichise » rien, on n'« absolutise » rien qui ne soit déjà absolu dans son essence, car les principes sont absolus. Autrement, on agirait comme quelqu'un qui accuse d'anachronisme ceux qui défendent certaines vertus particulières de l'âme sous prétexte qu'il se réclament aussi de quelque figure particulière du passé chez qui ces vertus se sont tout spécialement manifestées. Comme dit Hegel « il s'agit de reconnaître, sous les apparences du temporel et du transitoire, la substance, qui est *immanente* et l'éternel, qui est *actuel* ».

Ici apparaissent les ultimes prémisses de deux attitudes opposées. L'axiome de la mentalité révolutionnaire-conservatrice ou révolutionnaire-réactionnaire, c'est que, pour les valeurs suprêmes, pour les principes de base de toute organisation saine et normale — par exemple ceux du véritable Etat : *l'imperium* et *l'auctoritas*, la hiérarchie, la justice, les classes fonctionnelles et les catégories de valeurs, la prééminence de l'ordre politique sur l'ordre social et économique, et ainsi de suite — pour ces valeurs et ces principes, disons-nous, il n'existe pas de changement, il n'existe pas de « devenir ». A leur plan, il n'y a pas d'« histoire » et penser en termes d'histoire est absurde. Valeurs et principes de cette nature ont un caractère essentiellement « normatif », ce qui signifie que, sur le plan collectif et politique, ils revêtent la dignité qui, dans la vie individuelle, est inhérente aux valeurs et aux principes d'une morale absolue, principes impératifs qui requièrent un droit, une reconnaissance intrinsèque (être capable de cette reconnaissance distingue existentiellement une catégorie d'êtres d'une autre); principes que n'affecte jamais l'incapacité de l'individu,

faible ou empêché par une force supérieure, à les réaliser, ou du moins à les réaliser intégralement et dans tous les domaines, car tant qu'il n'abdiquera pas intérieurement jusqu'à tomber dans l'abjection et le désespoir, il continuera de les reconnaître. Ces principes sont de même nature que ce que G.B. Vico appelait « les lois naturelles d'une république éternelle variant dans le temps et dans l'espace ». Même lorsqu'ils s'objectivent en une réalité historique, celle-ci ne les conditionne aucunement ; ils demeurent au plan supérieur, métahistorique, qui leur est propre et, où, encore une fois, le changement n'existe pas. Ainsi doivent être comprises les idées que nous appelons traditionnelles.

Diamétralement opposée est la prémisse fondamentale qui transparait toujours, plus ou moins distinctement, dans la mentalité révolutionnaire ; on y tient pour vérité l'historicisme et l'empirisme : le domaine de l'esprit lui-même n'échapperait pas au devenir ; tout serait conditionné, forgé par l'époque et par la conjoncture, tout principe, norme ou système devrait sa valeur à la période où il a pris historiquement forme, en vertu, pense-t-on, de facteurs contingents et totalement humains, physiques, sociaux, économiques, passionnels et ainsi de suite. Dans la forme la plus extrémiste et la plus rudimentaire de cette pensée déviée, le facteur vraiment déterminant de toute structure et de tout ce qui a l'apparence d'une valeur autonome serait la contingence propre aux diverses formes et au développement des moyens de production, avec ses conséquences et ses répercussions sociales.

Nous examinerons plus loin la thèse historiciste, qui n'est mentionnée ici que pour mettre en lumière l'opposition des prémisses. Inutile de discuter lorsque cette opposition n'est pas reconnue au départ. Les deux conceptions sont tout aussi inconciliables que le style de pensée qu'elles révèlent. L'une est la vérité du conservateur révolutionnaire et de toute formation qui, sur le plan proprement politique, a le caractère d'une véritable « Droite » ; l'autre est le mythe de la subversion mondiale, le fonds commun de toutes ses formes, qu'elles soient extrémistes ou, au contraire, mitigées et diluées.

Nos remarques à propos de la méthode ainsi que du sens d'éventuelles références historiques offrent également un intérêt pratique. En réalité, une nation présente rarement une continuité traditionnelle vivante assez forte pour qu'en se référant à certaines institutions qui subsistent ou qui existaient dans un passé relativement récent on se réfère, en réalité, aux idées qui leur correspondent. Il peut même arriver que la continuité soit interrompue.

Cette situation ne comporte pas toutefois des inconvénients. Elle a en effet pour conséquence que si les dites idées devaient être défendues par un nouveau mouvement, elles apparaîtraient à l'état presque pur, avec un minimum de scories historiques. Certains Etats, en Europe centrale notamment, présentaient, naguère encore, comme le résidu d'une base historique positive, ou comme une prédisposition à une révolution conservatrice dont, sous d'autres cieux, on n'aura pas la chance de bénéficier. Mais la contre-partie positive de ce désavantage c'est que si le mouvement auquel nous pensons se réalise, il pourra être absolu et radical. C'est précisément là où fait défaut l'appui matériel d'un passé traditionnel encore vivant et concrétisé en des formes historiques qui ne sont pas entièrement déchues, que la révolution restauratrice devra se présenter comme un phénomène surtout spirituel, fondé sur l'idée pure. Le monde actuel apparaissant de plus en plus comme un monde de ruines, cette orientation, tôt ou tard, s'imposera probablement partout : en d'autres termes, on s'apercevra qu'il est inutile de s'appuyer sur ce qui conserve encore des vestiges d'un ordre plus normal mais se trouve désormais compromis par de multiples facteurs historiques négatifs ; qu'il est au contraire nécessaire d'en appeler toujours plus aux origines et de s'y appuyer pour progresser, avec des forces pures, dans la réaction reconstructrice et vengeresse.

Il ne sera peut-être pas inutile sur un point particulier, d'ajouter quelques remarques au sujet du terme « révolution » ; on constate, en effet, que divers milieux d'opposition nationale tiennent à se dire « révolutionnaire » : tendance qui s'était déjà manifestée dans des mouve-

ments récents, ainsi qu'il ressort du choix d'appellations telles que « révolution fasciste », « révolution des Chemises Brunes », « révolution de l'ordre » (Salazar, au Portugal), etc... Naturellement, il faut toujours se demander : Révolution contre quoi ? Révolution au nom de quoi ? Mais, cela mis à part, tout mot a une âme et il faut veiller à ne pas en subir inconsciemment l'influence. Nous avons déjà clairement exposé notre point de vue : on ne peut parler de « révolution » que dans un sens relatif — on pourrait dire, avec Hegel, comme une « négation de la négation » — que si on l'envisage comme une attaque contre un état de choses négatif, comme un ensemble de changements, plus ou moins violents, visant à rétablir un état normal, de même qu'on se relève après une chute ou qu'un organisme se débarrasse de ses cellules dégénérantes pour arrêter un processus cancéreux. Mais il importe que l'âme secrète du mot « révolution » n'agisse pas aussi sur ceux qui ne sont pas de gauche, les entraînant hors de la direction juste, quand ils se déclarent révolutionnaires dans un sens qui s'écarte de celui que nous venons d'indiquer, parce que c'est un sens qui est, d'une certaine manière, positif.

Le danger est réel, dans ce cas, d'adopter plus ou moins implicitement des prémisses fondamentales qui ne diffèrent pas de celles de l'adversaire : à savoir, que l'« histoire avance », qu'il faut regarder vers l'avenir en créant du nouveau et en formulant des principes nouveaux. La « révolution » devient alors l'un des aspects d'un mouvement en avant, mouvement qui comporterait aussi des points de rupture et de renversement. Certains pensent que l'« action révolutionnaire » acquiert ainsi une plus grande dignité et exerce, en tant que mythe, une plus grande force d'attraction. Or c'est là tomber dans un piège : il serait difficile, en effet de ne pas être la victime, plus ou moins inconsciente, de l'illusion progressiste, selon laquelle n'importe quelle nouveauté représente un plus et un mieux par rapport à ce qui l'a précédée, et sanctifie ainsi tout changement destructeur et révolutionnaire.

On sait que l'unique fondement du progressisme est

le mirage de la civilisation technique, la fascination exercée par certains progrès matériels et industriels indéniables sans que soit prise en considération leur contrepartie négative dans des domaines beaucoup plus importants et intéressants de l'existence. Celui qui ne se soumet pas au matérialisme qui prévaut aujourd'hui, celui pour qui il n'y a qu'un seul domaine où l'on puisse légitimement parler de progrès, se gardera de toute orientation influencée, d'une manière quelconque, par le mythe moderne du progrès. Dans l'antiquité, les idées étaient claires : de même qu'en latin on n'utilisait pas, pour désigner la subversion, le mot *revolutio* (qui avait, nous l'avons indiqué plus haut, un sens très différent) mais d'autres termes, tels que *seditio*, *eversio*, *civilis perturbatio*, *rerum publicarum commutatio*, etc... de même, pour exprimer le sens moderne du mot « révolutionnaire », on devait recourir à des circonlocutions, comme *rerum novarum studiosus* ou *fautor*, c'est-à-dire celui qui aspire à des choses nouvelles, qui en est le « fauteur », les « choses nouvelles », pour la mentalité traditionaliste romaine équivalent automatiquement à quelque chose de négatif, de subversif.

En ce qui concerne les ambitions « révolutionnaires », il faut donc sortir de l'équivoque et choisir entre les deux positions contraires que nous avons définies et qui se traduisent par deux styles également opposés. D'un côté, en effet, se trouvent ceux qui reconnaissent pour tout ordre vrai, l'existence de principes immuables, et demeurent fermement attachés à ces principes, sans se laisser emporter par les événements ; ceux qui ne croient pas à l'« histoire » ni au « progrès » comme à de mystérieuses entités supra-ordonnées, et s'efforcent de dominer les forces du milieu et de les ramener à des formes supérieures et stables. Voilà ce que signifie, pour ceux-là, adhérer à la réalité. De l'autre côté, se trouvent, au contraire, ceux qui, nés hier, n'ont rien derrière eux, ne croient qu'à l'avenir et se livrent à une action désorganisée, empirique, improvisée qui croient pouvoir diriger les choses sans rien connaître ni reconnaître qui transcende, le plan de la matière et de la contingence, ceux

qui choisissent tantôt un système et tantôt un autre, si bien qu'il ne peut en résulter un ordre vrai mais seulement un désordre plus ou moins réfréné et une activité purement manœuvrière. A bien y réfléchir, c'est à cette seconde position qu'appartient la vocation « révolutionnaire » lorsqu'elle n'est pas au service de la subversion pure. A l'absence de principes supplée ici le mythe de l'avenir par lequel d'aucuns cherchent à justifier et à sanctifier les destructions survenues récemment, alléguant qu'elles auraient été nécessaires pour atteindre quelque chose d'inédit et de meilleur dont il serait toutefois bien difficile de montrer la moindre trace positive. On aboutit, dans l'hypothèse la plus favorable, à un activisme d'agités.

Ayant ainsi pris une vue claire des choses, il convient d'examiner à fond les ambitions « révolutionnaires », en sachant que si l'on se contentait de ramener ces ambitions dans leurs limites légitimes, on se bornerait à faire partie des équipes de démolition. Celui qui se tient encore vraiment debout se situe à un niveau plus élevé. Son mot d'ordre sera plutôt la *Tradition*, sous l'aspect dynamique déjà mis en évidence. Comme nous l'avons dit, son style consistera, lorsque les circonstances se modifient, lorsque des crises se manifestent, lorsque de nouveaux facteurs entrent en jeu, lorsque les digues sont menacées, à conserver son sang-froid, à savoir abandonner ce qui doit être abandonné *afin que l'essentiel soit préservé*, à savoir avancer en étudiant, avec sang-froid, des formes adaptées aux nouvelles circonstances et à savoir s'imposer, grâce à elles, afin qu'une continuité immatérielle soit rétablie ou maintenue et que soit évitée toute action aventureuse et sans base. Telle est la tâche, tel est le style des vrais dominateurs de l'histoire, style très différent et plus viril que celui qui n'est que « révolutionnaire ».

Nous terminerons ces considérations en mentionnant un cas particulier qui s'y rapporte. Comme il manque à l'Italie un véritable passé « traditionnel » (c'est plus sous le signe de l'antitradition que sous celui de la tradition qu'elle a réalisé son unité par le Risorgimento, en épou-

sant essentiellement les idéologies subversives de 89 et de la révolution du Tiers Etat), il est aujourd'hui des hommes qui, visant à s'organiser contre les formations de pointe de la subversion mondiale pour disposer d'une certaine base concrète, historique, se sont référés aux principes et aux institutions de la période fasciste. Des phénomènes analogues peuvent être constatés également chez d'autres nations, les points de référence étant parfois les idées du Troisième Reich national-socialiste et d'autres mouvements que, par une généralisation abusive du terme, beaucoup ont aujourd'hui l'habitude de qualifier de « fascistes » et d'« autoritaires » (1). Or, on ne devrait jamais perdre de vue le principe fondamental suivant : *si des idées « fascistes » doivent être encore défendues, elles devraient l'être, non en tant qu'elles sont « fascistes » mais dans la mesure où elles représentent, sous une forme particulière, l'expression et l'affirmation d'idées antérieures et supérieures au fascisme, ayant ce caractère de « constance » dont il a été question plus haut, et qui peuvent, dès lors, être considérées comme partie intégrante de toute une grande tradition politique européenne.* Attacher du prix à ces idées, non dans cet esprit, mais parce qu'elles sont « révolutionnaires », originales et propres au seul « fascisme », reviendrait à les diminuer, à adopter un point de vue restrictif et, en outre, à rendre difficile un nécessaire travail de discrimination. Car ceux pour qui tout commence et finit par le « fascisme », ceux dont les horizons se limitent à la simple polémique entre le « fascisme » et l'antifascisme et qui ne conçoivent pas d'autres points de référence, ceux-là ne pourraient que difficilement établir une distinction entre, d'une part, les exigences les plus hautes et les tendances les meilleures des mouvements en question, et

(1) Il arrive qu'on les désigne aussi sous le nom de « mouvements européens de Droite ». Mais il y a ici une équivoque car, si l'on prend comme référence les Droites historiques, conservatrices et aristocratiques des nations européennes, les mouvements en question (national-socialisme, fascisme, phalangisme, nationalisme français, etc...) se présentent presque toujours comme un mélange d'idées de droite et d'idées de gauche. Cf. H. Rogger et E. Weber, *The European Right — A historical profile*, University of California Press, Berkeley Los Angeles — London, 1966.

d'autre part, les nombreux aspects sous lesquels, d'une façon ou d'une autre, ils souffrent de maux identiques à ceux contre lesquels il s'agit de lutter aujourd'hui (1). En outre, confondre le positif et le négatif a généralement pour effet de fournir des armes à l'adversaire. Ainsi donc, si l'on veut considérer les idées pour lesquelles on s'est battu hier en Italie, en Allemagne et dans d'autres pays, il faut toujours le faire dans un cadre révolutionnaire traditionnel et avoir toujours soin de limiter le plus possible toute référence contingente au passé et de *mettre au contraire en valeur les principes, selon leur pur contenu idéal et « normatif »* — indépendant de toute période ou de tout mouvement particulier.

Julius EVOLA.

(1) Nous avons essayé de contribuer à ce travail de séparation du positif et du négatif dans le fascisme italien dans notre ouvrage : *Il Fascismo. Saggio di una analisi critica del punto di vista della Destra* (Roma, 1964, éd. Volpe ; II^e éd. connue appendice *Note sul Terro Reich*, Volpe, Roma 1970).

Hommage à Jean Giono

par Michel RIMET

Il y a environ un an, en octobre 1970, le grand romancier de Manosque s'éteignait subitement, probablement des suites d'une crise cardiaque. Ce n'est pas sans mélancolie que nous avons appris la disparition de l'auteur de « *Regain* », et surtout l'indifférence relative manifestée à son égard par la presse, la radio et la télévision, qui ne consacrèrent que peu d'articles ou d'émissions à la mémoire du grand écrivain provençal.

En apprenant ce décès, nous avons éprouvé le sentiment pénible qu'un grand humaniste venait de nous quitter, et qu'une importante page de la philosophie de la Nature venait d'être définitivement tournée. Pour comprendre la raison du laconisme des critiques littéraires et des commentateurs vis-à-vis d'un tel événement, il faut essayer de situer la position de Giono par rapport au courant d'idées de son temps, et de retracer le sens de l'évolution philosophique de cet écrivain au cours de son existence.

Dès la parution de son premier roman, *Colline*, quelques années avant la 2^e guerre mondiale, le public eut le sentiment que venait d'apparaître un authentique narrateur des mœurs paysannes et pastorales de la Haute-Provence. Cette impression allait se confirmer par la suite lors de la publication de romans tels que : *Un de Baumugnes*, *Regain*, *Le Grand Troupeau*, *Solitude de la pitié*, *Le Chant du Monde*, etc...

Cependant le grand écrivain provençal ne s'est pas contenté d'observer des mœurs et des attitudes, ainsi que des mentalités, et de les transcrire à travers des œuvres de caractère imaginaire, comme l'ont fait tant de romanciers, il s'est également fait l'avocat de la vie paysanne et artisanale. Enfin, il s'est aussi exprimé de façon directe, sans fioritures, et a produit des œuvres dépourvues de toute fiction, qu'il s'agisse d'autobiographies fragmentaires, d'ouvrages descriptifs ou de plaidoyers. C'est ainsi qu'il a publié : *Les vraies richesses*, *Triomphe de la vie*, *Le poids du ciel*, *Manosque des plateaux*, *Jean le bleu*, *Lettres aux paysans sur la pauvreté et la paix*, *Précisions*.

Tout esprit soucieux d'objectivité ne peut manquer d'apprécier à sa juste valeur le parfum d'authenticité qui se dégage de telles œuvres.

Dans l'ensemble, l'œuvre de Giono est une fresque grandiose, épique, de la vie rurale et pastorale des habitants du haut pays. Elle est surtout descriptive et s'efforce de donner du réel une image aussi fidèle que possible. Il arrive plus rarement qu'elle témoigne de « recherche » sur le plan psychologique. Citons cependant, dans cet ordre d'idées : *Les âmes fortes*, *Solitude de la pitié*, *Ennemonde et autres caractères*.

Grâce à son talent et à l'étendue de sa production, le romancier de Manosque avait conquis une notoriété méritée dépassant largement nos frontières, au point que son nom paraissait désormais associé à celui de sa ville natale, et qu'en pensant à l'un on pensait inmanquablement à l'autre.

Manosque, pendant la période qui précéda la guerre de 1939-1945, et même pendant l'Occupation, était devenue une sorte de lieu de pèlerinage littéraire pour tous les êtres séduits par la mystique du « Retour à la terre », qui s'interrogeaient sur l'opportunité de renoncer à une profession urbaine pour mener une existence plus naturelle, et qui étaient venus demander un conseil pertinent à l'auteur de *Regain*. Ce dernier les recevait toujours avec bienveillance et simplicité, écoutait leur confession et leur adressait quelques suggestions. Sa maison était ouverte à tous, plus particulièrement aux étudiants, aux jeunes désireux de recueillir le maximum de renseignements pouvant servir à leur orientation

professionnelle. A tous, celui qui était devenu une sorte de patriarche de la Haute-Provence prodiguait des paroles d'encouragement et des conseils éclairés.

On peut se demander si les plaidoyers de Jean Giono en faveur de l'artisanat et de la vie paysanne ont été écoutés à la lettre. Il ne le semble pas, à première vue, en dehors de quelques cas rarissimes. Certes, son action, isolée, allait à l'encontre de l'évolution générale du Monde moderne, et c'est la raison pour laquelle elle était vouée à l'échec, car on n'arrête pas la marée qui monte; on n'empêche pas un fleuve de se jeter à la mer. La modernisation accélérée de notre société a contribué au nivellement des différentes mentalités et mœurs du Monde, notamment par les *mass-media* : radio, télévision, cinéma, etc...; elle a éliminé, en outre, d'Occident, la presque totalité des artisans, et considérablement réduit le nombre des agriculteurs, au point qu'en France la population rurale, qui constituait environ 50 pour cent de la population globale de l'Hexagone, au cours de la période d'entre-deux-guerres, n'en représente plus que 15 pour cent à l'heure actuelle. Encore convient-il de préciser que parmi ceux qui demeurent dans les campagnes, beaucoup sont des industriels et des ouvriers du sol, et n'ont plus grand chose du paysan traditionnel de jadis. Ils n'ont pas le bel équilibre de leurs devanciers, leur sens de la mesure, leur sagesse, leur sobriété, ni même leur solide bon sens et leur énergie foncière.

A propos de cette « campagne » en faveur des agriculteurs (que le lecteur nous pardonne ce calembour involontaire!) on pourrait dire, comme Cyrano : « C'est bien plus beau lorsque c'est inutile », car la poursuite acharnée d'un rêve utopique peut avoir un caractère de beauté grandiose. Cependant, avant la 2^e guerre mondiale, les plaidoyers de Giono en faveur de la paysannerie et de l'artisanat n'avaient rien d'utopique; ils constituaient une réaction saine contre les inconvénients présentés par le développement de la Civilisation industrielle, entre autres la désertion des campagnes au profit des villes; quoiqu'assez sensible, cette évolution n'avait pas, tant s'en faut, le caractère écrasant, pour ne pas dire catastrophique, qu'elle connaît actuellement, et il ne semblait nullement téméraire à l'époque, de vouloir lutter

contre cette tendance. Au demeurant, la situation créée par la défaite et par l'Occupation allemande en France, entre 1940 et 1944, semblait donner raison à l'auteur de « Regain ». Le Maréchal Pétain avec sa politique de « retour à la terre » se montrait en effet particulièrement favorable à l'artisanat et à la paysannerie. Aussi les ouvrages de Giono furent-ils particulièrement en honneur à cette époque ! Cependant il ne s'agissait là que d'une brève éclipse dans le développement de la société mécanisée moderne, car peu à peu après l'effondrement de l'Allemagne nazie, l'activité industrielle des anciennes nations subjuguées par Hitler allait se restaurer et même se développer dans des proportions considérables, en partie grâce au progrès scientifique et technologique, avec toutes les conséquences défavorables qui devaient en résulter pour l'artisanat et la paysannerie. L'auteur des « Vraies richesses » comprit alors très vite, devant une telle mutation de la société que le maintien de sa position initiale eût été vain ou inutile. Ce fut alors qu'il sentit la nécessité d'un « recyclage » (pour employer un mot à la mode), ou, pour être plus précis, de l'adoption d'une position plus réaliste. Il cessa donc de parler de la condition paysanne ou artisanale en termes dithyrambiques, pour se cantonner dans une attitude de stricte neutralité à cet égard. Sa manière évolua ; il acquit du « métier », et devint le romancier talentueux, stendhalien du « Hussard sur le toit » et du « Moulin de Pologne ». Personnellement, nous préférons le Giono « première manière », spontané, idéaliste et enthousiaste, soucieux du bonheur de l'humanité, au Giono « seconde manière », à prétentions littéraires, sceptique et rassis. La plupart de ses livres appartiennent d'ailleurs à la première manière et il est très probable que la postérité, en pensant au grand romancier de Manosque, pensera surtout aux œuvres de la jeunesse et de l'âge mûr de cet écrivain, plutôt qu'aux œuvres les plus récentes, en dépit de la valeur littéraire de ces dernières et de leur « recherche ». Nous pensons en effet qu'un écrivain n'est grand que dans la mesure où il est engagé dans l'époque à laquelle il vit, c'est-à-dire dans la mesure où il apporte un message à ses contemporains. Un romancier qui ne sait pas sortir du cadre étroit de l'action où évoluent ses personnages, n'est, selon nous, qu'un écrivain

bien médiocre. La « fiction pour la fiction » nous semble être une entreprise assez vaine et d'un intérêt très limité.

A notre connaissance Jean Giono a été, parmi les écrivains français des dernières décennies, le plus ardent défenseur des artisans et des paysans. Pourtant on peut se demander si son attachement aux métiers traditionnels était suffisamment lucide pour lui inspirer une action efficace. En effet, il n'a jamais été agriculteur de profession, ni même artisan, bien qu'il ait vécu, tout enfant, dans l'échoppe de cordonnier de son père. Après des études secondaires au collège de Manosque, il fut quelque temps employé de banque, avant de se consacrer exclusivement à ses activités littéraires. Il fut, certes, un excellent observateur de la vie rurale et pastorale de la région de Manosque et plus particulièrement de ce qu'il est convenu d'appeler le « haut-pays », c'est-à-dire la région des plateaux. Ses personnages n'ont rien de commun avec les bergers de *L'Astrée*. Ce sont d'authentiques ruraux, décrits avec beaucoup d'exactitude. Dans « Le poids du Ciel », il narre, sur le vif, ses relations amicales avec les paysans des alentours, et parle notamment de son habitude de coucher dans les granges et de celle de manger à la table des fermiers. Il a donc observé de très près les agriculteurs, dans leurs habitudes de vie, leurs travaux et leurs mentalités respectives. Cependant était-ce suffisant ? On peut en douter quelque peu, en prenant connaissance de certaines idées utopiques présentées dans « Les vraies richesses ». En fait, il est extrêmement rare qu'un intellectuel authentique quitte ses livres pour s'adonner, de façon permanente, aux travaux des champs (1). Cette ignorance partielle des conditions de

(1) Pendant longtemps, nous avons considéré avec sympathie « Les vraies richesses », mais nous ne pouvions nous empêcher de sourire devant ce que nous pensions être la naïveté de l'auteur, et de juger certaines de ses thèses comme autant d'utopies extravagantes. Il est manifestement faux que « Rien n'est plus agréable aux dieux que l'adolescent qui sort des grandes écoles la tête couverte de lauriers, mais qui se dirige vers la forge de son père, l'atelier de l'artisan et les champs ». Il est douteux que le paysan apprécie à sa juste valeur l'harmonie ou le cadre grandiose du cadre géographique où il a toujours vécu, et qui par conséquent ne l'étonne plus, surtout s'il est harassé de fatigue, comme cela se produit la plupart du temps. Il ne faut pas oublier en effet que la fatigue corporelle crée nécessairement chez celui qui la subit une inhibition considérable qui l'empêche de penser et de goûter tout sentiment esthétique.

Une fois pourtant, il y a quelques années, nous écoutâmes à la radio une intéressante émission : on procédait à l'interview d'un ancien professeur de mathématiques de la faculté des sciences de Lyon, qui, en 1940, avait abandonné sa chaire, pour acheter et exploiter une propriété agricole dans

travail des paysans provient essentiellement de ce que Jean Giono a toujours observé la vie rurale de l'extérieur. Il ne semble pas avoir réalisé que la vie à la campagne et le travail des champs sont deux modes d'existence très différents, quoique intimement liés ; on peut donc se demander si l'auteur de « Regain » a vraiment aimé les paysans et leur mode d'existence ? Aimer, une classe sociale, un mode de vie, un genre de travail, etc..., ne consiste pas seulement à observer, même de très près et avec sympathie ces personnes, ce milieu social, ce mode d'existence ! Aimer, c'est aussi participer ! (2).

Il y a gros à parier que Jean Giono aurait parlé des travaux des champs, de leur beauté et de leur noblesse en des termes moins laudatifs s'il y avait lui-même participé et s'il avait éprouvé, comme les paysans, les courbatures que l'on ressent immanquablement, le soir, après une dure journée de labeur et qui ne permettent guère de s'extasier sur l'harmonie d'un coucher de soleil, ou de méditer sur la noblesse et la richesse de la vie paysanne. Pour avoir pleinement le droit de parler d'un mode d'activité, il ne suffit pas de l'avoir observé de très près, il faut aussi y avoir participé. Il faut, selon une expression populaire, « être dans le coup ». L'auteur de « Colline » n'était d'ailleurs pas le seul écrivain à se trouver dans une telle situation. Depuis Virgile jusqu'à Giono, en passant par René Bazin, Joseph de Pesquidoux et tant d'autres, quantité de romanciers et de poètes ont observé, *de l'extérieur*, quoique de près, les activités agrestes, ainsi que les mœurs et les mentalités des gens de la terre. Ils

le Diois, en compagnie de ses enfants. Il nous vint alors à l'esprit que l'auteur des « Vraies Richesses » n'était pas aussi utopiste qu'il nous avait semblé de prime abord, et nous lui écrivîmes aussitôt pour lui faire part de nos réflexions. Il nous répondit par une lettre manuscrite, assez brève, pour nous signaler d'autres cas semblables : « Il existe aussi M. J.A., agrégé de physique ; il est paysan et il travaille la terre, simplement, à Saint-Julien (04) ; un autre, agrégé de mathématiques, est au Vernel. Il y en a sûrement d'autres. Pour certains, la culture n'est pas un métier, mais une simple noblesse. Cordialement. Jean Giono ».

Toutefois, de tels cas demeurent rarissimes. Pour qu'ils puissent se produire, il est indispensable que des intellectuels subissent un attrait pour la vie rurale, extrêmement puissant, de même nature qu'une vocation religieuse. Autrement dit il faut un amour quasi-mystique de la vie paysanne, ce qui n'est pas donné à tout le Monde, tant s'en faut !

(2) Parce que c'était une sainte, Simone Weil, quoique agrégée de philosophie, a voulu, par compassion pour les humbles, exercer, quelque temps, le métier d'ouvrière agricole et celui d'ouvrière d'usine.

n'en ont vu que les avantages, car ils n'ont pas ressenti dans leurs muscles, les fatigues harassantes qui succèdent inévitablement aux travaux des champs, qu'il s'agisse des moissons, des fenaisons ou des vendanges, etc... Il est peut-être très beau de dire, avec Virgile : « *O fortunatos nimium, sua, si bona norint, agricolas !* ».

En fait, la réalité est bien différente ! L'auteur des *Géorgiques* et des *Bucoliques* ne s'est probablement jamais trouvé derrière une charrue, ou avec un outil aratoire dans les mains. Il se contentait vraisemblablement d'observer les esclaves travaillant le sol dans la région de Mantoue.

C'est manifestement à cette immense cohorte de poètes intéressés par la Nature et par les travaux des champs, mais les observant de l'extérieur, en les *idéalisant* à travers le prisme de leur imagination, que Giono appartenait. Il existe cependant une catégorie d'écrivains-paysans bien plus proches de la Réalité que les précédents ; ils ont peu fait parler d'eux en tant qu'écrivains, car leur temps disponible est absorbé en grande partie par les tâches agricoles : ils sont paysans avant d'être romanciers ; autrement dit, ils *participent*. A cette catégorie appartient Emile Guillaumin, écrivain auvergnat et paysan authentique qui fut Lauréat de l'Académie Française pour son roman « La vie d'un simple ». Comme le dit justement Lucien Gachon dans son livre « L'écrivain et le paysan », à son sujet : « Le cachet d'authenticité, seul le labeur quotidiennement vécu peut le donner à l'œuvre de l'écrivain-paysan. Guillaumin demeurera un maître écrivain-paysan, parce que paysan il a su rester ».

Il est certain que l'amour dans sa plus haute expression implique un désir de participation ou d'identification à l'objet de l'amour, et que seul il permet une connaissance excellente de cet objet. Toutefois, nous n'irons pas plus loin dans nos critiques à l'égard de l'auteur de « Regain » (non à classer parmi les écrivains-paysans), car ce que ses récits perdent sur le plan de l'exactitude, ils le gagnent sur celui de la littérature et de l'esthétique, grâce au phénomène d'idéalisation intimement lié au tempérament de l'artiste. On peut se demander d'ailleurs si l'amour de Giono pour la vie rurale et les paysans n'est pas commandé essentiellement par l'amour de la nature sauvage, pure, authentique,

plus que par celui de la Nature humanisée ? Ce qui nous amène à poser la question, c'est qu'en 1935, il avait choisi comme cadre idéal pour ses méditations, un coin de montagne particulièrement isolé et sauvage, à plus de 1.000 mètres d'altitude, *Le Contadour*, où il avait créé une sorte de foyer de ralliement pour un certain nombre de personnes aimant la Nature par dessus tout (3).

Le romancier de Manosque n'était pas le seul écrivain à témoigner de ce vif sentiment de la Nature. André Gide, dans ses « Nourritures », pour ne citer que lui, a fait preuve du même attachement. On retrouve d'ailleurs des similitudes troublantes chez ces deux écrivains, entre autres un même amour de la vie naturelle.

L'intéressé était-il un écrivain régionaliste ? On peut sans hésiter répondre par l'affirmative, bien qu'il s'en soit parfois défendu ! (4). De même que Mistral représentait, incarnait même, une certaine Provence traditionnelle, aristocratique et romaine, et plus spécialement la région d'Arles, que Daudet s'attachait à décrire, de préférence, une Provence des villes et des villages, de même Jean Giono s'intéressait exclusivement à la Haute-Provence, à ce qu'il est convenu d'appeler le « haut-pays » bien que parfois le cadre de ses livres se situât dans le Dauphiné du Sud. C'est ainsi que « Triomphe de la vie » contient la description d'un petit village de l'Isère, Mens-en-Trièves, et de l'importante activité

(3) En juillet dernier, en pleine saison touristique, nous nous sommes rendu au Contadour, afin de réaliser une sorte de pèlerinage littéraire et sentimental sur les traces du romancier de Manosque. Nous avons trouvé, dans ce « bout du Monde » juché sur les flancs de la Montagne de Lure, une sorte d'Eden campagnard, d'une très grande pureté, espèce fort rare à notre époque de tourisme intense de circulation bruyante et de mécanisation. On y trouvait 3 ou 4 fermes de type ancien, un silence absolu, la solitude totale. Pas la moindre trace de modernisme dans ce paysage agreste et reposant, paraissant à cent lieues de la Civilisation moderne, ou rappelant les premiers âges de l'Humanité. Cependant ce lieu est situé dans une zone de pâturages, plus que dans une zone de cultures, à la limite de la nature sauvage et de la nature civilisée.

(4) Au cours d'un bref entretien que nous eûmes avec lui, en tête-à-tête, en mai 1957, comme nous avions fait allusion à son puissant enracinement dans le terroir de la Haute-Provence, il nous répondit, avec son accent méridional chantant, un tantinet plaintif : « O, vous savez, on a beaucoup exagéré mon caractère provençal : ma mère était picarde ; mon père était italien ; à la maison nous avons toujours parlé le français, à une époque où il était cependant courant de parler provençal dans les familles humbles ». Il faut ajouter que son physique, d'apparence nordique (yeux bleus, tête un peu massive) qu'il devait à, son ascendance maternelle, n'avait rien de provençal, et qu'en outre sa bonhomie et son caractère plutôt pondéré contrastaient avec la pétulance et la volubilité méridionales.

artisanale qu'on y déployait à l'époque. Pendant toute son existence, de même que Mistral avait été fidèle à Maillane, il fut fidèle à Manosque qu'il ne quitta que rarement au cours de son existence, et seulement à l'occasion de brefs séjours à Paris et à l'Etranger. Provençal, Giono l'était profondément, par le choix de ses sujets de roman, et aussi par son réalisme. A une époque où tant d'écrivains régionaux « montent » à Paris (pour utiliser une expression consacrée, comme si le fait de se rendre dans la Capitale correspondait à une ascension intellectuelle et sociale!), Jean Giono ne s'est pas cru déshonoré de demeurer, sa vie durant, fidèle à Manosque et au pays des plateaux. Il n'aimait guère la Capitale et ne s'y rendait que par obligation professionnelle, pour prendre contact avec les éditeurs. Pendant très longtemps, il a donc conservé le même cadre d'existence. Il en est nécessairement résulté un certain enracinement sur le plan des habitudes et de la mentalité; il s'est créé, autrement dit, une harmonie entre lui et le milieu ambiant.

Profondément individualiste, il s'était fait l'avocat des droits de l'individu et de la personne humaine. C'est au nom de ces principes qu'il se déclarait résolument pacifiste. Il avait horreur de la guerre, non seulement à cause des deuils et des horreurs qui en découlent, mais aussi en raison même de son inutilité. Ses prises de position violentes contre les conflits armés, et notamment son ouvrage « Refus d'obéissance » l'avaient fait classer par certains esprits irréfléchis, parmi les communistes... à tort d'ailleurs, car le « bonhomme Giono » était bien trop foncièrement individualiste et attaché à la liberté pour s'accommoder de toute forme de grégairisme. Ne déclare-t-il pas dans « Le poids du Ciel »: « Il n'y a de vérité que dans la solitude »? Son pacifisme exalté était une forme de son amour pour l'Humanité, et n'avait rien de spécifiquement anarchisant.

Était-il croyant? (au sens habituel du terme). Il ne le semble pas. Bien qu'il n'ait jamais été foncièrement anti-religieux, il considérait la mort comme le terme naturel de toute existence, et ne croyait guère en la survie. Trop absorbé par la recherche des joies naturelles, il ne ressentait guère de préoccupation métaphysique. Il était donc agnostique, ce que d'aucuns peuvent déplorer. Trop sensuel — au sens large

et noble du terme — pour être mystique, il était exclusivement attiré par la vie physique intense de la Nature, et par ce qu'il y avait de plus équilibré et de plus sain dans l'homme. Peu importait qu'il crût, ou non, en Dieu ! Il croyait en l'Homme, et pour ses fervents admirateurs, c'était l'essentiel ! Il était à la recherche des joies, de celles que procure le contact intime et direct avec la Nature et non des joies factices et frelatées de la Civilisation moderne. La philosophie de son existence était donc une sorte d'épicurisme de bon aloi. Il affichait son mépris pour le papier-monnaie et définissait clairement ce qu'il entendait par les « vraies richesses ». Certaines de ses conceptions sont peut-être utopiques, répétons-le, car elles vont à l'encontre du raz-de-marée de la civilisation moderne, mais toutes sont sympathiques.

En France, comme on l'a vu, les paysans sont une classe sociale en voie de disparition : il n'en reste plus que quelques-uns à l'écart des grands axes routiers et ferroviaires ; tous âgés, en principe, ils disparaissent peu à peu, par voie d'extinction naturelle. On peut le regretter pour le pays, qui puisait dans sa paysannerie l'essentiel de ses forces vives. Au cours des décennies passées, ce sont les travailleurs de la Terre qui donnaient à notre peuple ses qualités dominantes : énergie foncière, ingéniosité, individualisme modéré, respect de la personne humaine, sens de la mesure, etc... Faute de recul suffisant, nous ignorons encore comment le peuple français, coupé de ses racines traditionnelles, va évoluer au cours des prochaines décennies.

A une époque où le cancer de la civilisation moderne commence à devenir inquiétant, tant en raison de son caractère déshumanisant, qu'à cause de certains inconvénients qui en résultent (bruits, pollutions, etc...), le message de Jean Giono prend une importance particulière. Il n'est, certes, plus question de l'appliquer sous sa forme brute, car l'âge de l'artisanat et de la paysannerie est bel et bien révolu, du moins dans notre Occident sur-développé, tout comme est révolue l'ère de la marine à voile et des lampes à huile. Il convient seulement de redimensionner ce message et d'en tirer la quintessence, car il prône avant tout : le respect de l'individu, le retour à une vie naturelle et saine, frugale et simple, la beauté du travail manuel qu'il sera tou-

jours possible de pratiquer dans la *civilisation des loisirs* de demain), etc...

Alors que l'agriculture européenne subit une crise très grave, par suite de la surproduction des produits du sol et de la mévente qui en résulte, la disparition brutale, il y a un an, de celui qui fut, parmi les écrivains, le plus grand ami des artisans et des travailleurs du sol, n'a pu manquer d'être ressentie avec beaucoup de tristesse par tout esprit lucide.

Puisse la pensée du grand humaniste de Manosque être réadaptée aux conditions du monde moderne et constituer le point de départ de solutions constructives, permettant d'échapper, au moins partiellement, au malaise de la Civilisation contemporaine.

Michel RIMET

L'Eglise Catholique Hollandaise en 1971

Un de nos lecteurs nous envoie ce rapport du R. P. Van Dijk, chargé de cours à l'Université de Nimègue, paru dans le Courrier de Pierre Debray.

La nomination de Mgr Simonis, 39 ans, comme Evêque de Rotterdam fut connue le 30 décembre 1970. Ce jour-là commença une furieuse campagne contre le Pape, comme on n'en avait guère vue dans l'histoire récente de l'Eglise catholique hollandaise.

Personne ne dénia au Pape le droit de nommer le prêtre de son choix à l'Episcopat de Rotterdam, mais on tenait ce choix comme antidémocratique.

Le Pape aurait négligé de tenir compte des désirs des associations catholiques et des souhaits des croyants.

Les protestations venaient du cergé : Mgr Simonis n'était pas « l'homme du dialogue », il n'avait pas le don d'« accompagner » les développements progressistes de son diocèse et il ne pourrait utilement collaborer avec les autres Evêques.

La presse et la télévision (libérales, socialistes, communistes) fournirent leur plein appui à ces voix progressistes : un véritable tir de barrage eût lieu contre le nouvel évêque.

Qu'avait donc fait Mgr Simonis pour déchaîner tant d'opposition ? Rien ! Mais il était l'un des rares à avoir défendu le célibat des prêtres lors du synode pastoral de Noorwijkerhout et attaqué un certain nombre de documents présentés lors de ce synode. Par ailleurs, il a mis l'accent sur l'autorité du Pape et les enseignements de Vatican II. Il était connu

aussi comme prêtre courageux, convaincu. Un des rares que l'on puisse encore trouver dans le jeune clergé, le synode étant très progressiste.

Quelques jours après sa nomination, une réaction se manifesta de la part de nombreux fidèles : plus de 1.000 télégrammes et de 4.000 lettres ; dans la presse, des lettres ouvertes approuvèrent la nomination de Mgr Simonis, qui recueillit 22.000 réactions positives.

L'Episcopat néerlandais attendit deux semaines avant de faire connaître qu'il acceptait de collaborer avec Mgr Simonis !

Le Saint Père ayant rejeté la demande d'annulation formulée par les Evêques hollandais, ceux-ci furent contraints d'accepter leur jeune et gênant collègue.

Cette campagne jette une vive lumière sur la situation de l'Eglise hollandaise.

La position hostile du clergé contrastant avec l'approbation des laïcs montre que le renouvellement de l'Eglise, ordonné et mis en pratique par les prêtres et imposé par eux, n'a pas l'approbation du peuple.

Le peuple préfère manifestement l'Evêque catholique qui se prononce pour l'autorité du Pape, défend le célibat des prêtres et soutient la position de Rome concernant la régulation des naissances, aux Evêques qui font douter de la solidité de leurs principes. Les catholiques de Hollande sont ainsi plus proches de l'esprit du Vatican que bon nombre de prêtres de leur Eglise.

Les tentatives des Evêques, de théologiens et de prêtres, pour inciter la population catholique à faire de la Hollande une province à visage non-romain, à allure critique, indépendante, se sont pratiquement soldées par un échec. Et c'est pour cela que les plus enragés désiraient un Evêque qui aurait mis toute son autorité au service d'une propagande moderniste. On souhaitait, en fait, se soustraire une fois pour toutes à l'autorité du Pape.

Mais le Dr Simonis est catholique. C'est pourquoi le clergé le rejetait.

Il y a évidemment un certain nombre de laïcs qui ne désiraient pas la nomination de Mgr Simonis parce qu'ils sont arrivés progressivement à une nouvelle manière de vivre et de penser.

Ces laïcs justifient le comportement du clergé hollandais. D'après eux, l'aggiornamento hollandais (contre le célibat des prêtres, contre « *Humanae Vitae* », pour un œcuménisme sauvage) remporte un succès. Mais ils forment une minorité.

La majorité s'est prononcée pour la discipline et l'enseignement traditionnels. Plus qu'auparavant, le fossé est visible entre les prêtres et le peuple. Il est clair que la masse des croyants subit passivement les innovations parce qu'elle n'a pas l'occasion d'émettre sa désapprobation.

Il existe en Hollande une Eglise des Silencieux.

Cette Eglise des Silencieux a parlé ces jours-ci... et beaucoup d'yeux se sont ouverts. A beaucoup, il est apparu pour la première fois que Rome n'approuve pas sans réticences la manière qu'ont les Evêques hollandais d'accomplir leur ministère. La nomination de Mgr Simonis, contre la volonté des commissions catholiques et des Evêques en est la preuve.

Le clergé a perdu beaucoup de son audience auprès des fidèles en faisant montre de tant d'hostilité à l'encontre d'une nomination voulue et faite par le Saint Père après mûre réflexion.

La querelle autour de cette nomination d'Evêque a des motivations plus profondes. Au fond, il ne s'agit pas tellement d'être moderne ou traditionnel, progressiste ou conservateur, romain ou hollandais : c'est d'être catholique ou non-catholique, catholique ou athée ! Or, la majorité du clergé (soit par conviction, soit par égarement, librement ou sous la pression de groupes, activement ou à contre-cœur) est non-catholique, non-chrétienne, non-croyante. La tâche essentielle du nouvel Evêque (et de ceux à nommer dans les années à venir) est l'assainissement du clergé. Assainissement à mener avec sagesse et patience, bonté et douceur, mais aussi sans peur et énergiquement.

Ce qui manque, c'est le courage de souffrir, c'est de proclamer sa confiance en la grâce de Dieu.

Dieu seul sait si l'Eglise Hollandaise peut encore être sauvée !

Comment a-t-on pu en arriver là ?

Les plus récents événements de l'Eglise catholique hollandaise montrant son détachement de la Foi catholique sont au nombre de trois :

- 1° Le catéchisme hollandais pour les adultes ;
- 2° Le bruit fait autour du célibat des prêtres ;
- 3° Le synode pastoral hollandais.

Avant de parler de ces trois points, il faut faire remarquer que les motifs profonds de cette crise se situent plus en arrière dans le temps :

a) Certaines nouvelles et dangereuses tendances dans la pensée philosophique et théologique furent déjà évoquées dans l'encyclique *Humani Generis* (1950) par le Pape Pie XII. Fut également stigmatisé un mandement de l'Episcopat hollandais (1954). Or, ces deux documents du Pape furent critiqués ou passés sous silence en Hollande. La semence du rationalisme et du modernisme avait germé depuis longtemps et, avec le temps, les fruits sont apparus ;

b) L'aisance croissante à la suite de la deuxième guerre mondiale, le goût du renouveau, de la liberté, un certain brassage des idées et des individus en une société pluriforme, renforcé par la puissance des moyens d'information (télévision) qui atteignent les masses, tout cela était peu propice à la Foi et aux principes d'une vie chrétienne.

Et c'est en ce temps de bouleversement, d'effervescence et de continuel changement que le Pape Jean XXIII annonce le Concile Vatican II.

L'intention du Pape était d'adapter l'Eglise, ses lois, sa catéchèse aux temps d'aujourd'hui. Effectivement, l'Eglise a le devoir de s'adapter à son temps. Mais bon nombre de théologiens hollandais ne partageaient pas le sérieux, le sincère souci de Jean XXIII. Ils utilisèrent le désir de renouveau du Pape pour propager leur propre doctrine.

Le Concile apporta une synthèse nouvelle et pratique de la Foi catholique, le commencement d'une modification en profondeur des structures de l'Eglise. Mais il n'avait rien à voir avec l'esprit libéral des théologiens hollandais qui propagèrent à haute voix leurs dogmes modernistes, sans crainte que Rome ou quelque Evêque n'intervienne énergiquement.

Voici maintenant les trois points cités plus haut :

I. — Le catéchisme.

En 1966 est apparu le catéchisme hollandais à l'usage des adultes.

Le style en est direct, prenant, quoique obscur et vague. Il est devenu le livre de la pensée catholique moderne. Au moment de sa parution, le peuple catholique était plein d'espoir. Troublé par des écrits et des articles de presse douteux, il aurait aimé trouver une prise de position claire et rassurante des Evêques.

Plus de 400.000 exemplaires furent vendus. Résultat : déception des lecteurs et désarroi accru.

Déception, car le livre se situe au-dessus de la compréhension du lecteur moyen.

Désarroi : le livre contient un grand nombre d'erreurs, grandes et petites, et omet par endroits la doctrine catholique.

Les auteurs refusèrent avec hauteur d'ajouter les compléments demandés par une commission internationale de théologiens et par un rapport de Cardinaux.

Les Evêques hollandais, pour leur part, ont toujours recommandé ce livre comme un guide sûr. Pour l'amour de la paix, les Evêques hollandais autorisèrent bien la publication du rapport des Cardinaux, mais ce rapport ne fut pas inséré dans le catéchisme.

Qu'il n'y ait pas eu une protestation massive du clergé à l'encontre de ce malheureux ouvrage est mauvais signe en ce qui concerne l'Eglise catholique hollandaise.

Entre temps, l'incroyance s'étant fortement étendue, ce catéchisme est déjà considéré comme périmé.

II. — Le célibat des prêtres.

1968. A la demande des Evêques, une vaste enquête est organisée auprès du clergé, relative au célibat des prêtres. Pendant des années, et avec l'assentiment des Evêques, la presse, la radio et la télévision militèrent en faveur de l'abrogation du célibat des prêtres. Les fidèles finirent par admettre que la loi concernant le célibat devait être abrogée, puisque le clergé lui-même était contre.

L'enquête, faite au moyen de nombreuses questions à double sens ou tendancieuses, montre (mais on ne fut pas honnête

en l'interprétant) que 47 % des prêtres étaient contre le célibat, le pourcentage atteignant même 75 % parmi les jeunes prêtres.

Plus alarmants encore furent les résultats concernant la Foi des prêtres : un tiers du clergé actif avoue avoir de sérieux doutes quant à sa Foi. Ces prêtres sont tous restés à leur poste, répandant leurs doutes parmi les fidèles. Apparemment, les Evêques ne se sont sentis aucune obligation de venir en aide à ces prêtres en difficulté. Ils n'ont fait part d'aucun sentiment d'inquiétude concernant les résultats de cette enquête.

III. — Le synode pastoral.

Le clôturé (1970) du synode pastoral de l'Eglise hollandaise correspond au niveau le plus bas que cette Eglise ait atteint.

Au cours des six sessions de ce synode, les forces progressistes de l'Eglise catholique hollandaise ont exposé avec une impressionnante unanimité leurs conceptions modernes concernant l'autorité, la catéchèse, la Foi, les sacrements, le célibat, le mariage et la famille.

Dans la revue « Rheinischer Merkur » (17.4.70), un théologien allemand écrit que le synode hollandais prône exclusivement la foi en l'homme. Pour cela, il est prêt à sacrifier tout dogme chrétien.

Le « concile pastoral hollandais » ne fut pas chrétien. Ce fut un congrès de Parti, du clergé libre-penseur, auquel un certain nombre de laïcs montrèrent leur sympathie.

Un petit résumé et quelques extraits de ces événements catastrophiques peuvent servir d'avertissement au lecteur de cette note, quel que soit son pays :

1. Les Evêques ne peuvent (ou ne veulent) pas contenir les théologiens dissidents ;
2. Les Evêques ne sont pas à la hauteur d'un clergé révolutionnaire ;
3. Ce clergé « renouvelle » à son gré les sermons, la liturgie, le catéchisme, au mépris de toute autorité ecclésiastique ;
4. Les Evêques signent des documents douteux sans les soumettre à un examen détaillé ;
5. Les Evêques ferment les yeux sur l'impiété des théologiens et des prêtres et devant leur esprit libéral ;

6. Les Evêques suppriment les séminaires et laissent se créer de prétendues « écoles supérieures » où l'on glorifie le communisme, salit l'Eglise (à Heerlen par exemple) et où des étudiants des deux sexes vivent en communautés.

Un tel état de choses devait entraîner fatalement la fin de l'Eglise locale. Les conséquences sont :

1. Pratiquement, plus de vocations de prêtres et de religieux ;

2. Les théologiens cherchent un emploi civil ou dans les œuvres sociales ;

3. Beaucoup de prêtres et de religieux quittent — mais hélas, pas avant d'avoir trouvé une situation rémunératrice — leur paroisse ou leur couvent. Eglises et couvents ferment ou sent vendus ;

4. L'assiduité à la messe est en constante régression (20 à 30 % dans les dernières années) ;

5. La confession, en tant que sacrement, n'a pratiquement plus cours ;

6. Le parti catholique du Parlement et bien d'autres organisations « catholiques » propagent traîtreusement des doctrines abstentionnistes et antireligieuses.

7. Les familles s'« embourgeoisent » avec 2, 3 ou tout au plus 4 enfants ;

8. En raison inverse de la pratique religieuse, on constate une rapide propagation d'idéologies de gauche, d'encouragements à la violence, à la terreur et à l'usage de la drogue ; une extension de la pornographie et de l'apologie du sexe ;

9. On constate une grande inquiétude des parents, qui s'interrogent sur l'avenir de leurs enfants, car ils ne peuvent plus guère espérer la protection de l'Eglise et de l'Etat ;

10. L'enseignement du catéchisme et de la morale est non seulement à un très bas niveau, mais très souvent vraiment antichrétien et, nous le savons de source sûre, **diaboliquement mauvais pour l'enfant.**

Dr H. J. VAN DIJK, S.C.J.

Le Gérant : Maurice BARDECHE

Imprimerie H. DEVE et Cie, Evreux — N° d'imprimeur : 1016

Sous presse :

MAURICE BARDECHE

MARCEL PROUST romancier

TOME II

d'après les cahiers de brouillon inédits de Marcel PROUST

Plus de 200 références inédites.

1 Volume in-8° de 440 pages. — Prix : 30 F. H.T.

LES SEPT COULEURS

68, rue de Vaugirard, PARIS (6^e). — C.C.P. 2182.19 Paris

CONNAISSEZ-VOUS

ECRITS DE PARIS

la revue des questions actuelles ?

—:—

Spécimen gratuit sur demande

354, rue Saint-Honoré, Paris (1^{er})

—:—

Extrait du catalogue des Editions des Sept Couleurs

68, rue de Vaugirard - Paris (6^e)

A C T U A L I T E

François DUPRAT. — Histoire des SS	30,00
B. de VIGNACOURT. — L'Agriculture soviétique de Lé- nine à Brejnev	12,00
Pierre FONTAINE. — L'aventure algérienne continue ..	12,00
Pierre FONTAINE. — Où mène le gaullisme?	7,50
Robert ANDERS. — L'Afrique australe	18,00

ŒUVRES DE ROBERT BRASILLACH

Poèmes de Fresnes	9,00
Lettre à un soldat de la classe 60	12,00
Chénier	6,00
Les Quatre Jéudis	épuisé
Domrémy	24,00
Lettres écrites en prison (1944 1945)	15,00

ŒUVRES DE PAUL RASSINIER

Le véritable procès Eichmann	30,00
Le Drame des Juifs Européens	24,00

ŒUVRES DE PIERRE FONTAINE

Alerte au pétrole franco-saharien	15,00
Le Pétrole du Moyen-Orient et les Trusts	15,00
U.R.S.S.-U.S.A.	15,00
Abd-el-Krim, origine de la rébellion Nord-Africaine	15,00
Enquêtes noires	15,00
Les Secrets du Pétrole	15,00
L'Aventure du Pétrole Français	18,00

ŒUVRES DE MAURICE BARDECHE

Lettre à François Mauriac	12,00
Nuremberg ou la Terre promise	24,00
Nuremberg II ou les Faux Monnayeurs	18,00
Les Temps Modernes	12,00
L'Œuf de Christophe Colomb	12,00
Qu'est-ce que le fascisme?	12,00
Une lecture de Balzac	30,00
Sparte et les Sudistes	15,00

COLLECTION « DEFENSE DE L'OCCIDENT »

La Jeunesse	7,50
La Question noire aux U.S.A.	7,50
Crimes de Guerre des Alliés	7,50
Drames et problèmes de l'Afrique	7,50
L'agression israélienne et ses conséquences	7,50
Les Nouveaux Communistes	7,50
Le Rideau de fer bouge	7,50
La Comédie de la Révolution	7,50
Les Fascismes inconnus	7,50

Remise 10 % à tous les abonnés de « Défense de l'Occident »

Envoi franco contre chèque ou virement à notre compte

CCP, LES SEPT COULEURS, 218.219 Paris